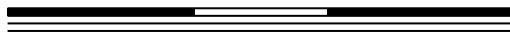


Avril 2006

N° 2006-4 du 5 décembre 2006

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

BULLETIN OFFICIEL

Application du titre I^{er} de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs

NOTA

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

SOMMAIRE GÉNÉRAL

	Pages
1. Élections	5
2. Étrangers	13
3. Finances locales	15
A. – Concours de l'état	15
B. – Fiscalité locale	23
4. Immobilier	29
5. Personnels	31
A. – Personnels d'état	31
6. Réglementation générale	37
7. Sécurité civile	41
8. Table chronologique	43
9. Table par direction	45

ÉLECTIONS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Secrétariat général

Direction de la modernisation
et de l'action territoriale

Sous-direction des affaires politiques
et de la vie associative

Bureau des élections
et des études politiques

Circulaire du 25 avril 2006 relative aux formulaires d'inscription sur les listes électorales

NOR : INTA0600047C

Pièces jointes : trois formulaires d'inscription sur les listes électorales.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Mesdames et Messieurs les maires.

Trois nouveaux formulaires d'inscription sur les listes électorales ont été élaborés afin de simplifier les démarches des électeurs et les échanges d'information que vous avez avec l'Insee. Ils remplaceront, dès réception, les cinq formulaires d'inscription utilisés aujourd'hui par vos services pour informer l'Insee des inscriptions sur les listes électorales. Les formulaires de radiation ne sont pas modifiés.

Ces nouveaux formulaires d'inscription s'inscrivent par ailleurs dans le projet d'instituer une procédure d'inscription par correspondance sur les listes électorales, pour laquelle un projet de décret est en préparation. Vous recevrez toutes les informations utiles sur cette nouvelle procédure dès que le décret aura été adopté.

1. Les nouveaux formulaires d'inscription

Il n'y aura désormais plus que trois formulaires pour informer l'Insee des inscriptions reçues et validées par les commissions administratives.

Ces formulaires seront également utilisés pour l'inscription par correspondance. Ils seront téléchargeables par l'électeur à cet effet. Ces trois nouveaux formulaires sont les suivants :

- un formulaire d'inscription des citoyens français, modèle A (n° Cerfa : 12669*01), se substituant aux actuels formulaires A2 et A3. Il est également utilisable pour un jeune de 18 ans proposé pour une inscription d'office par l'Insee et pour lequel il vous a été demandé de vérifier et de compléter l'état civil ;
- un formulaire pour l'inscription des électeurs européens sur la liste complémentaire pour les élections municipales, modèle ACM (n° Cerfa : 12670*01), se substituant aux actuels formulaires A2M et A3M ;
- un formulaire pour l'inscription des mêmes électeurs européens sur la liste complémentaire pour les élections des représentants français au Parlement européen, modèle ACE (n° cerfa : 12671*01), se substituant à l'actuel formulaire A2E et utilisable également pour une inscription par décision judiciaire.

2. Rubriques nouvelles

Ces nouveaux formulaires d'inscription comprennent plusieurs rubriques et informations nouvelles par rapport aux imprimés existants :

a) Radiation des Français de l'étranger

La loi organique n° 2005-821 du 20 juillet 2005 relative au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République permet désormais aux électeurs inscrits auparavant à l'étranger de demander leur radiation des listes consulaires lors de leur réinscription sur une liste, en France. À cet effet, ceux-ci devront indiquer sur l'avis d'inscription le nom de leur ancien pays de résidence, ainsi que l'ambassade ou le poste consulaire où ils étaient précédemment inscrits.

L'Insee transmettra la demande de radiation au consulat concerné, via le ministère des affaires étrangères.

b) Déclaration des électeurs européens

Le texte de la déclaration que les électeurs européens devaient remplir pour s'inscrire sur les listes complémentaires pour les élections municipales et les élections des représentants français au Parlement européen est désormais intégré à chacun des formulaires correspondants.

c) Motif d'inscription et cadre réservé à la mairie

Le motif de l'inscription (volontaire, par décision judiciaire ou d'office pour les électeurs français, volontaire ou par décision judiciaire pour les électeurs européens), auparavant précisé dans chaque formulaire spécifique, figure dans les nouveaux formulaires dans un cadre réservé à la mairie.

d) Signature du demandeur

En prévision de la procédure d'inscription par correspondance, les formulaires d'inscription comportent désormais la signature du demandeur. Toutefois, la signature n'est pas requise en cas d'inscription d'office ou par décision judiciaire.

3. Précisions sur les rubriques déjà existantes

Les renseignements relatifs à l'état civil du demandeur sont identiques à ceux demandés dans les anciens formulaires de l'Insee. Vous veillerez à ce que ces rubriques soient renseignées avec le maximum de soin afin de faciliter le rapprochement automatique avec le fichier général des électeurs géré par l'Insee, en évitant toute erreur, notamment en cas de transcription sur support informatique.

L'intéressé doit en outre préciser s'il s'inscrit sur les listes électorales pour la première fois ou, s'il s'inscrit à la suite d'un déménagement, au sein de la même commune (1) ou dans une autre commune (2). Dans cette dernière hypothèse, l'intéressé doit obligatoirement mentionner le nom de sa précédente commune d'inscription afin de pouvoir en être radié des listes électorales.

4. Format des formulaires

Pour permettre leur utilisation dans la procédure d'inscription par correspondance, le format à trois volets autocopiants est abandonné au profit d'un document de format A4 avec notice explicative au verso.

Si vous ne transmettez pas vos avis d'inscription à l'Insee sur support informatique, c'est ce document papier qu'il faut adresser à la direction régionale de l'Insee en charge de votre commune après en avoir conservé une copie.

5. Mise à disposition des nouveaux formulaires

Pour les communes utilisant les formulaires papier, l'Insee assurera une livraison de ces nouveaux formulaires d'ici l'été.

Les communes adressant leurs avis d'inscription à l'Insee sous forme dématérialisée (TEDÉCO, AIREPPNET ou disquette) recevront également des formulaires papier dans le but de les mettre à la disposition des électeurs souhaitant s'inscrire par correspondance. Elles pourront continuer à faire des transferts dématérialisés en respectant la nouvelle version du cahier des charges (mise à jour d'avril 2006) disponible sur le site de l'Insee (<http://siecles.insee.fr/CahierDesChargesElectoral.pdf>) ou qui peut leur être adressée sur simple demande formulée auprès de la direction régionale de l'Insee.

Vous pouvez, à titre transitoire, continuer à utiliser les anciens formulaires, notamment pendant l'attente de la mise à jour de votre logiciel de gestion des listes électorales, sauf lorsqu'il y a radiation d'une liste électorale consulaire, pour laquelle le nouveau formulaire est obligatoire.

NICOLAS SARKOZY

(1) Ou dans le même arrondissement pour Paris, Lyon, Marseille.

(2) Ou dans un autre arrondissement pour Paris, Lyon, Marseille.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



N° 12669 * 01

DEMANDE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES À L'USAGE DES CITOYENS FRANÇAIS

(code électoral, articles L. 2 à L. 40)

Numéro d'enregistrement

Formulaire valable uniquement s'il est accompagné des pièces justificatives (voir notice explicative au dos)

1. ÉTAT CIVIL

NOM :

Indiquer le nom de jeune fille pour les femmes mariées

NOM MARITAL (facultatif) :

PRÉNOM(S) :

SEXE : M ☐ F ☐

NÉ(E) LE :

/

/

À (commune) :

Pour Paris, Lyon et Marseille, indiquer aussi l'arrondissement

DÉPARTEMENT :

ou

OUTRE-MER* :

PAYS :

Demande son inscription sur la liste électorale de la commune de :

DÉPARTEMENT :

ou

OUTRE-MER* :

2. SITUATION DU DEMANDEUR

• Cocher la case correspondant à votre situation :

- Situation 1 : première inscription sur les listes électorales d'une commune française ☐
- Situation 2 : demande d'inscription en cas de **déménagement à l'intérieur d'une même commune française** ou d'un même arrondissement pour Paris, Lyon et Marseille ☐
- Situation 3 : demande d'inscription en cas de **changement de commune d'inscription** ou en cas de **changement d'arrondissement pour Paris, Lyon et Marseille** ☐

Dans ce cas, indiquer impérativement le précédent lieu d'inscription :

COMMUNE :

Pour Paris, Lyon et Marseille, indiquer l'arrondissement

DÉPARTEMENT :

ou

OUTRE-MER* :

• Pour les personnes également inscrites à l'étranger sur une liste électorale consulaire et qui souhaitent que l'inscription sur la liste électorale de la nouvelle commune entraîne la radiation de cette liste électorale consulaire, préciser :

– Ambassade ou poste consulaire :

– Pays :

3. COORDONNÉES PERSONNELLES DU DEMANDEUR (où le courrier peut être expédié)

Adresse :

Code postal :

Commune :

Téléphone :

Courriel (fortement recommandé) :

@

*OUTRE-MER : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Wallis-et-Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie.

Date :

/

/

Signature du demandeur :

Cachet de la mairie

Rubrique réservée à la mairie (ne rien inscrire)

Inscription volontaire ☐Inscription par décision judiciaire ☐Inscription d'office ☐

Date de réception de la demande en mairie :

/

/

Date de prise en compte de la demande :

/

/

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires du formulaire.



INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES DES CITOYENS FRANÇAIS

Recommandations générales

- 1 – Pour que votre inscription sur les listes électorales soit effective au 1er mars de l'année prochaine, votre formulaire de demande d'inscription et les pièces justificatives (voir la rubrique « documents à fournir » ci-dessous) doivent impérativement être parvenus en mairie **avant le 31 décembre de cette année. Il est donc fortement conseillé d'envoyer votre demande à votre mairie avant le 15 décembre.**
- 2 – Veillez à remplir le formulaire en **lettres majuscules** de façon **lisible**.
- 3 – Notez impérativement **vos coordonnées** à la fin du formulaire afin que la mairie puisse vous contacter au cas où votre demande serait incomplète. La communication d'une adresse de courrier électronique est fortement recommandée afin qu'un accusé de réception sous format informatique puisse vous être adressé.
- 4 – En l'absence d'accusé de réception de la part de votre mairie, par courrier ou par courriel, assurez-vous **avant la fin de l'année en cours** que votre demande a bien été reçue par les services compétents.

Documents à fournir

Afin que votre inscription soit prise en compte, vous devez impérativement faire parvenir au service des élections de votre mairie les **trois** types de documents suivants :

1 – Le formulaire d'inscription dûment renseigné

Veillez à être le plus clair et lisible possible, et à bien remplir toutes les rubriques du formulaire qui vous concernent.

2 – Une photocopie d'un titre d'identité et de nationalité en cours de validité

Vous adresserez à votre commune une photocopie lisible de votre pièce d'identité en cours de validité :

- carte nationale d'identité (photocopie recto verso) ;
- **ou** passeport (photocopie de la double page où figure votre photo) ;
- **ou** permis de conduire (valable uniquement s'il est accompagné d'un justificatif de nationalité).

3 – Un justificatif de domicile

Seront acceptées :

- les pièces prouvant que vous êtes domicilié dans la commune où vous souhaitez être inscrit(e) (facture d'électricité, de gaz ou de téléphone fixe). **Veillez à ce que les factures soient établies à votre nom et prénom et qu'elles ne datent pas de plus de 3 mois ;**
- **ou** les pièces permettant de prouver que vous êtes inscrit(e), pour la cinquième fois et sans interruption, au rôle d'une des contributions directes communales ou que votre conjoint répond à ces conditions.

Cas particuliers :

• *Les personnes domiciliées chez un parent ou un tiers sont invitées à prendre contact avec leur mairie pour connaître les justificatifs à fournir.*

• *Pour les personnes résidant à l'étranger, seront acceptées :*

- *les pièces prouvant que vous êtes inscrit(e) au rôle des contributions directes de la commune sur la liste électorale de laquelle vous souhaitez être inscrit(e) ;*

ou

- *un certificat d'inscription au registre des Français établis hors de France et les pièces prouvant que la commune sur la liste de laquelle vous souhaitez être inscrit(e) est soit : votre commune de naissance ; la commune de votre dernier domicile en France ; la commune de votre dernière résidence en France, à condition que cette résidence ait été de six mois au moins ; la commune sur la liste électorale de laquelle est né, est inscrit ou a été inscrit un de vos ascendants ; la commune sur la liste électorale de laquelle est inscrit un de vos parents au quatrième degré.*

NB : la mention « inscrit(e) au registre des Français établis hors de France » suivie du cachet de l'ambassade ou du poste consulaire compétent et de la date apposée à la ligne du « cachet de la mairie » vaut certificat d'inscription.

Pour toute difficulté ou en cas de situation individuelle particulière, n'hésitez pas à contacter :

- le service des élections de votre mairie, pour une inscription en France ;
- l'ambassade ou le poste consulaire dont vous dépendez, si vous résidez à l'étranger.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



N° 12670 * 01

DEMANDE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES À L'USAGE DES CITOYENS NON-FRANÇAIS DE L'UNION EUROPÉENNE

Numéro d'enregistrement

ÉLECTIONS MUNICIPALES

(code électoral, articles L. 10 et L. 11, L. 15 à L. 17, L.18 à L. 40)

Formulaire valable uniquement s'il est accompagné des pièces justificatives (voir notice explicative au dos)

1. ÉTAT CIVIL

NOM :

Indiquer le nom de jeune fille pour les femmes mariées

NOM MARITAL (facultatif) :

PRÉNOM(S) :

SEXE : M ☐ F ☐

NATIONALITÉ :

NÉ(E) LE :

/

/

À (commune) :

Pour Paris, Lyon et Marseille, indiquer aussi l'arrondissement

DÉPARTEMENT :

ou SUBDIVISION ADMINISTRATIVE :

(Outre-Mer*, département, province, ...)

PAYS :

Demande son inscription sur la liste électorale complémentaire de la commune de :

DÉPARTEMENT : ou OUTRE-MER* :

2. SITUATION DU DEMANDEUR

• Cocher la case correspondant à votre situation :

– Situation 1 : première inscription dans une commune française ☐– Situation 2 : demande d'inscription en cas de **déménagement à l'intérieur d'une même commune française**
ou **d'un même arrondissement pour Paris, Lyon et Marseille** ☐– Situation 3 : demande d'inscription en cas de **changement de commune d'inscription**
ou en cas de **changement d'arrondissement pour Paris, Lyon et Marseille** ☐

Dans ce cas, indiquer impérativement le précédent lieu d'inscription pour les élections municipales :

COMMUNE :

Pour Paris, Lyon et Marseille, indiquer aussi l'arrondissement

DÉPARTEMENT :

ou OUTRE-MER* :

3. COORDONNÉES PERSONNELLES DU DEMANDEUR (où le courrier peut être expédié)

Adresse :

Code postal :

Commune :

Téléphone :

Courriel (fortement recommandé) :

@

*OUTRE-MER : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Wallis-et-Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie.

L'électeur soussigné déclare qu'il n'a demandé son inscription pour les élections municipales dans aucune autre commune de France et qu'il n'est pas déchu du droit de vote dans l'État dont il est ressortissant.

Date :

/

/

Signature du demandeur :

Cachet de la mairie

Rubrique réservée à la mairie (ne rien inscrire)

Inscription volontaire ☐Inscription par décision judiciaire ☐

Date de réception de la demande en mairie :

/

/

Date de prise en compte de la demande :

/

/

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires du formulaire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



N° 51115 # 01

INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES DES CITOYENS NON-FRANÇAIS DE L'UNION EUROPÉENNE

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Recommandations générales

- 1 – Pour que votre inscription sur les listes électorales soit effective au 1^{er} mars de l'année prochaine, votre formulaire de demande d'inscription et les pièces justificatives (voir rubrique « documents à fournir » ci-dessous) doivent impérativement être parvenus en mairie **avant le 31 décembre de cette année. Il est donc fortement conseillé d'envoyer votre demande à votre mairie avant le 15 décembre.**
- 2 – Veillez à remplir le formulaire en **lettres majuscules** de façon **lisible**.
- 3 – Notez impérativement **vos coordonnées** à la fin du formulaire afin que la mairie puisse vous contacter au cas où votre demande serait incomplète. La communication d'une adresse de courrier électronique est fortement recommandée afin qu'un accusé de réception sous format informatique puisse vous être adressé.
- 4 – En l'absence d'accusé de réception de la part de votre mairie, par courrier ou courriel, **assurez-vous avant la fin de l'année en cours** que votre demande a bien été reçue par les services compétents.

Documents à fournir

Afin que votre inscription soit prise en compte, vous devez impérativement faire parvenir au service des élections de votre mairie les **trois** types de documents suivants :

1 – Le formulaire d'inscription dûment renseigné

Veillez à être le plus clair et lisible possible, et à bien remplir toutes les rubriques du formulaire qui vous concernent.

2 – Une photocopie d'un titre d'identité et de nationalité en cours de validité

Vous adresserez à votre commune une photocopie lisible de votre pièce d'identité en cours de validité :

- carte nationale d'identité (photocopie recto verso) ;
- **ou** passeport (photocopie de la double page où figure votre photo),
- **ou** une carte de séjour (photocopie recto-verso).

3 – Un justificatif de domicile

Seront acceptées :

- les pièces prouvant que vous êtes domicilié dans la commune où vous souhaitez être inscrit(e) (facture d'électricité, de gaz ou de téléphone fixe). **Veillez à ce que les factures soient établies à votre nom et prénom et qu'elles ne datent pas de plus de 3 mois ;**
- **ou** les pièces permettant de prouver que vous êtes inscrit(e), pour la cinquième fois et sans interruption, au rôle d'une des contributions directes communales ou que votre conjoint répond à ces conditions.

**Pour toute difficulté ou en cas de situation individuelle particulière,
n'hésitez pas à contacter le service des élections de votre mairie.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



N° 12671 * 01

**DEMANDE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES
À L'USAGE DES CITOYENS NON-FRANÇAIS DE L'UNION EUROPÉENNE
ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS FRANÇAIS AU PARLEMENT EUROPÉEN**
(code électoral, articles L. 10 et L. 11, L. 15 à L. 17, L.18 à L. 40)

Numéro d'enregistrement

Formulaire valable uniquement s'il est accompagné des pièces justificatives (voir notice explicative au dos)

1. ÉTAT CIVIL

NOM :

Indiquer le nom de jeune fille pour les femmes mariées

NOM MARITAL (facultatif) :

PRÉNOM(S) :

SEXE : M ☐ F ☐

NATIONALITÉ :

NÉ(E) LE :

/ /

À (commune) :

Pour Paris, Lyon et Marseille, indiquer aussi l'arrondissement

DÉPARTEMENT :

ou SUBDIVISION ADMINISTRATIVE :

(Outre-Mer*, département, province, ...)

PAYS :

Demande son inscription sur la liste électorale complémentaire de la commune de :

DÉPARTEMENT : ou OUTRE-MER* :

2. SITUATION DU DEMANDEUR• **Cocher la case correspondant à votre situation :**– **Situation 1** : première inscription dans une commune française ☐– **Situation 2** : demande d'inscription en cas de **déménagement à l'intérieur d'une même commune française ou d'un même arrondissement pour Paris, Lyon et Marseille** ☐– **Situation 3** : demande d'inscription en cas de **changement de commune d'inscription ou en cas de changement d'arrondissement pour Paris, Lyon et Marseille** ☐

Dans ce cas, indiquer impérativement le précédent lieu d'inscription pour les élections des représentants français au Parlement européen :

COMMUNE :

Pour Paris, Lyon et Marseille, indiquer aussi l'arrondissement

DÉPARTEMENT :

ou OUTRE-MER* :

• **Indiquer le lieu de la dernière inscription sur une liste électorale d'un autre pays de l'Union Européenne**

– Pays :

– Subdivision administrative :

– Commune ou localité :

3. COORDONNÉES PERSONNELLES DU DEMANDEUR (où le courrier peut être expédié)

Adresse :

Code postal :

Commune :

Téléphone :

Courriel (fortement recommandé) :

@

*OUTRE-MER : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Wallis-et-Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie.

L'électeur soussigné déclare qu'il n'a demandé son inscription pour les élections européennes dans aucune autre commune de France, qu'il n'exerce son droit de vote qu'en France et qu'il n'est pas privé du droit de vote dans l'État dont il a la nationalité.

Date :

/ /

Signature du demandeur :

Cachet de la mairie

Rubrique réservée à la mairie (ne rien inscrire)Inscription volontaire ☐Inscription par décision judiciaire ☐

Date de réception de la demande en mairie :

/ /

Date de prise en compte de la demande :

/ /

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires du formulaire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



N° 51116 # 01

INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES DES CITOYENS NON-FRANÇAIS DE L'UNION EUROPÉENNE

ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS FRANÇAIS AU PARLEMENT EUROPÉEN

Recommandations générales

- 1 – Pour que votre inscription sur les listes électorales soit effective au 1^{er} mars de l'année prochaine, votre formulaire de demande d'inscription et les pièces justificatives (voir rubrique « documents à fournir » ci-dessous) doivent impérativement être parvenus en mairie **avant le 31 décembre de cette année. Il est donc fortement conseillé d'envoyer votre demande à votre mairie avant le 15 décembre.**
- 2 – Veillez à remplir le formulaire en **lettres majuscules** de façon **lisible**.
- 3 – Notez impérativement **vos coordonnées** à la fin du formulaire afin que la mairie puisse vous contacter au cas où votre demande serait incomplète. La communication d'une adresse de courrier électronique est fortement recommandée afin qu'un accusé de réception sous format informatique puisse vous être adressé.
- 4 – En l'absence d'accusé de réception de la part de votre mairie, par courrier ou courriel, **assurez-vous avant la fin de l'année en cours** que votre demande a bien été reçue par les services compétents.

Documents à fournir

Afin que votre inscription soit prise en compte, vous devez impérativement faire parvenir au service des élections de votre mairie les **trois** types de documents suivants :

1 – Le formulaire d'inscription dûment renseigné

Veillez à être le plus clair et lisible possible, et à bien remplir toutes les rubriques du formulaire qui vous concernent.

2 – Une photocopie d'un titre d'identité et de nationalité en cours de validité

Vous adresserez à votre commune une photocopie lisible de votre pièce d'identité en cours de validité :

- carte nationale d'identité (photocopie recto verso) ;
- **ou** passeport (photocopie de la double page où figure votre photo),
- **ou** une carte de séjour (photocopie recto-verso).

3 – Un justificatif de domicile

Seront acceptées :

- les pièces prouvant que vous êtes domicilié dans la commune où vous souhaitez être inscrit(e) (facture d'électricité, de gaz ou de téléphone fixe). **Veillez à ce que les factures soient établies à votre nom et prénom et qu'elles ne datent pas de plus de 3 mois ;**
- **ou** les pièces permettant de prouver que vous êtes inscrit(e), pour la cinquième fois et sans interruption, au rôle d'une des contributions directes communales ou que votre conjoint répond à ces conditions.

**Pour toute difficulté ou en cas de situation individuelle particulière,
n'hésitez pas à contacter le service des élections de votre mairie.**

ÉTRANGERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Circulaire du 20 avril 2006 relative à la nouvelle mise à jour
de l'application de gestion des dossiers des ressortissants
étrangers en France – AGDREF – version 74-1**

NOR : INTD0600045C

Pièce jointe : 1 annexe.

*Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
à Mesdames et Messieurs les préfets de métropole,
d'outre-mer, de collectivité territoriale de Mayotte ;
Monsieur le préfet de police.*

A compter du 2 mai 2006, une nouvelle version de l'application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France – AGDREF – sera mise en place dans les préfectures.

Ces diverses modifications sont détaillées dans l'annexe ci-jointe et répondent essentiellement à la nécessité de faire évoluer le menu « Naturalisation » pour tenir compte de la nouvelle application PRENAT, en intégrant de nouvelles règles de gestion concernant le retrait des documents de séjour, et en permettant aux préfectures d'outre-mer d'enregistrer correctement les demandes de changement d'adresse présentées par des ressortissants étrangers titulaires d'un titre de séjour délivré par un autre département.

Vous pourrez également consulter la présente circulaire sur le site intranet de la DLPAJ à partir de la semaine prochaine.

Vous voudrez bien me rendre compte, sous le présent timbre, des difficultés que pourrait soulever l'application de la présente circulaire.

Pour le ministre d'État et par délégation :
*Le chef de service chargé
de la sous-direction des étrangers
et de la circulation transfrontière,*
J.-P. GUARDIOLA

NOUVELLE MISE À JOUR DE L'APPLICATION DE GESTION DES
DOSSIERS DES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS EN FRANCE AGDREF –
VERSION 74-1.

Le 2 mai 2006, une nouvelle version de l'application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France – AGDREF – sera mise en place dans les préfectures. Cette version comporte les modifications suivantes :

**1. Modification dans la gestion des retraits
de documents de séjour**

Dorénavant, il sera possible d'enregistrer le retrait d'un document de séjour, provisoire ou non, délivré dans le cadre d'une demande de titre de séjour ou d'une demande d'asile.

Enregistrement du retrait d'un document de séjour

Règles de gestion dans le menu « Gestion des titres »

La nouvelle table des différents motifs de retrait d'un titre de séjour est la suivante :

Table n° 1

POSTE	LIBELLE
ABS	ABSENCE DU TERRITOIRE PLUS DE TROIS ANS
AID	AIDE AU RETOUR
CES	CESSATION DES CONDITIONS OBTENTION TITRE
CT4	RETRAIT D'UNE CST 4 ANS
DEC	DECES
DEP	DEPART VOLONTAIRE
DET	DESTRUCTION DU TITRE
DFC	DEMANDE DE FONDS SOUS CONTRAINTE
EDM	EXPLOITATION DE LA MENDICITE
ELO	MESURE D'ELOIGNEMENT
FRA	FRAUDE-RECOURS ABUSIF-ECHEC ELOIGNEMENT
MEN	MENACE A L'ORDRE PUBLIC
NAT	NATURALISATION
POL	POLYGAMIE
PXR	PROXENETISME ET RACCOLAGE
RFA	NON RESPECT PROCEDURE REGROUP. FAMILIAL
RSR	RETRAIT DU STATUT DE REFUGIE
RVC	RUPTURE DE LA VIE COMMUNE
TEH	TRAITE DES ETRES HUMAINS
TSA	TRAVAIL SANS AUTORISATION PREALABLE
UID	USURPATION D'IDENTITE
VTC	VOL DS TRANSPORTS COLLECTIFS DE VOYAGEUR

Ces motifs peuvent être utilisés pour justifier le retrait d'un document de séjour délivré dans le cadre d'une demande de titre de séjour (APS, RCS, CST, CR, CRA, CEE, EEE, RET) mais aussi les documents de séjour provisoires (RCS) délivrés aux étrangers pour lesquels l'OFPPA ou la CRR a répondu favorablement à leur demande d'asile.

Le motif REF a été supprimé.

Certains motifs (« AID », « ELO », « DEC ») ne peuvent être utilisés que si la « mesure » correspondante a été préalablement enregistrée dans l'application AGDREF. (ex. : « ELO » si une mesure d'éloignement est enregistrée dans la base informatique).

Quand le retrait d'un document de séjour a été enregistré dans AGDREF, cela a une incidence sur la demande de titre de séjour en cours :

- la demande de titre de séjour en cours ne peut pas être continuée. Une nouvelle demande de titre de séjour peut, éventuellement, être enregistrée le même jour ou postérieurement à la date d'enregistrement du retrait ;
- le type de la nouvelle demande enregistrée dépendra du motif de retrait utilisé et ne pourra pas être une demande de duplicata ou de modification. Quand le motif de retrait enregistré sera « ABS », « AID » ou « DEP », la nouvelle demande enregistrée ne pourra être qu'une première demande de titre.

Le retrait d'un document de séjour provisoire (RCS, APS) n'aura pas d'incidence sur l'enregistrement de la remise du titre de séjour délivré afin d'éviter de bloquer les demandes de transfert de ces dossiers vers un autre département.

On peut retirer uniquement le dernier document de séjour délivré, qu'il soit provisoire ou non.

Règles de gestion dans le menu « Asile »

Tant qu'une décision positive de l'OFPPA ou de la CRR n'a pas été prise, il ne sera possible d'enregistrer le retrait d'un document de séjour provisoire (APS, RCS) délivré dans le cadre de cette demande d'asile qu'en utilisant l'un des motifs prévus pour justifier la décision du refus de délivrer une APS à un demandeur d'asile, à savoir :

Table n° 2

POSTE	LIBELLE
BDS	BENEFICIE D'UN DROIT AU SEJOUR
CAE	PROCEDURE DUBLIN EN COURS
EAE	ASILE RELIEV. COMPETENCE AUTRE ETAT MEMBRE
FRE	FRAUDE-RECOURS ABUSIF-ECHEC ELOIGNEMENT
MGO	MENACE GRAVE A L'ORDRE PUBLIC
ICS	LISTE DES PAYS ICS OU PAYS D'ORIGINE

Une fois qu'aura été enregistrée la décision favorable de l'OFPPA ou de la CRR, les documents provisoires de séjour délivrés au titre de l'asile (RCS) ne pourront être retirés qu'en s'appuyant sur un des motifs de retrait valable pour la rubrique « demande de titre de séjour » (cf. table n° 1).

L'enregistrement du retrait d'un document de séjour délivré dans le cadre d'une demande d'asile n'a pas d'incidence sur la poursuite de l'instruction de la demande d'asile dans AGDREF et n'empêche pas la délivrance ultérieure d'autres documents de séjour provisoires.

Modification de l'écran « retrait d'un document »

Il est permis autant d'enregistrer le retrait d'un seul document par demande de titre de séjour que d'enregistrer le retrait successif de plusieurs documents de séjour provisoires délivrés dans le cadre d'une demande d'asile.

Aussi, l'écran relatif au retrait d'un document évolue de la façon suivante afin de permettre la visualisation du précédent retrait d'un document édité dans le menu « asile » :

GAN-02 *** RETRAIT D'UN DOCUMENT ***			
NO ETRANGER :		DETENTEUR :	
NO DOSSIER :		GESTIONNAIRE :	
NOM :			
PRENOM :			
NE (E) :		SEXE :	
ADRESSE :		PAYS NAISS. :	
DOCUMENT DEJA RETIRE :	VALABLE DU	CHEZ	
MOTIF DE RETRAIT :		DATE DE RETRAIT :	
DOCUMENT :	VALABLE DU	AU	REMISS LE
DETERIORATION DU TITRE :	DATE DE CONSERVATION PAR LA POLICE :		
VERIFICATIONS :	DATE DE CONVOCATION :		RESULTAT :
MOTIF DE RETRAIT :	DATE DE RETRAIT :		
DECISION JUDICIAIRE (O/N) :	DATE DE NOTIFICATION :		
DATE DE DEPART DE FRANCE :			
OBSERVATIONS :			
CHOIX : (ABANDON: A, FIN: F, AIDE: H)			

La possibilité de faire un retrait dans le processus « demande de visa » a été supprimée.

La possibilité de saisir directement une date de restitution d'un titre de séjour dans les fonctionnalités décès, aide au retour, naturalisation et éloignement est également supprimée mais un lien vers la fonctionnalité « retrait d'un document » a été rajouté pour la remplacer.

Consultation des documents retirés.

La consultation du dernier document retiré pourra se faire directement depuis les menus « Gestion des titres » et « Asile » selon le schéma défini ci-après :

- dans le menu « Gestion des titres » : écran accessible par le choix 9 (consultation de la demande) puis le choix « R » (retrait) ;
- dans le menu « Asile » : écran accessible par le choix 3 (consultation de la demande) puis le choix « S » et enfin le choix « R » (retrait).

2. Evolution du menu « Naturalisation » pour prendre en compte l'application PRENAT

La nouvelle application PRENAT traite les demandes de naturalisation par décret et est accessible par l'ensemble des acteurs intervenant dans ce type de demande (préfectures ; ministère des affaires étrangères ; ministère des affaires sociales)

Les mises à jour effectuées dans l'application PRENAT sont répercutées dans l'application AGDREF tous les soirs.

La généralisation de l'application PRENAT au niveau des sites préfectoraux se fait progressivement.

À ce jour, les sites connectés à PRENAT sont :

- 44 – Loire-Atlantique ;
- 75 – Paris ;
- 77 – Seine-et-Marne ;
- 91 – Essonne ;
- 35 – Ille-et-Vilaine ;
- 94 – Val-de-Marne ;
- 89 – Yonne.

Conséquences :

L'enregistrement dans AGDREF d'une nouvelle demande de naturalisation par décret sera désormais interdit pour les sites préfectoraux ayant une connexion à PRENAT.

Le suivi d'une demande de naturalisation par décret sera possible pour les sites préfectoraux connectés à PRENAT tant que le dossier n'a pas été pris en charge par l'application PRENAT.

Un site préfectoral non connecté à PRENAT peut faire le suivi d'une demande de naturalisation d'un dossier pris en charge par PRENAT (ce qui est le cas si un dossier est transféré d'un site connecté à PRENAT vers un site non connecté à PRENAT) mais ne pourra pas modifier la donnée « date de la demande ».

L'écran de consultation des demandes de naturalisation par décret (écran GA2-19) a été modifié pour faire apparaître :

1. Au niveau de la zone « département de dépôt » : le code sous-préfecture.

2. Les libellés suivants en fonction de la prise en charge du dossier :

- si le dossier est pris en charge par PRENAT, le libellé suivant apparaîtra : « CONSULTATION DONNEES PRENAT DU (date de la dernière mise à jour PRENAT) » ;
- si le dossier est géré par des utilisateurs AGDREF, le libellé suivant apparaîtra : « CONSULTATION DONNEES AGDREF » ;
- si le dossier a été pris en charge à un moment par PRENAT et est géré, en dernier, par un site non connecté à PRENAT, le libellé suivant apparaîtra : « CONSULTATION DONNEES PRENAT DU (date ...) – AGDREF ».

3. Le numéro de dossier préfecture est passé de 10 à 15 caractères.

```
GA2-19  ** DEMANDE DE NATURALISATION / REINTEGRATION - DECRET **  16/03/06
CONSULTATION DONNEES PRENAT DU 23/02/2006 -AGDREF DETENTEUR :
NO ETRANGER      : 7703000248      GESTIONNAIRE :
NOM              : CREDIB
PRENOM           : BASR
DEMANDE NO       : 01
NATURE DE LA DEMANDE : N
DATE DEPOT DE LA DEMANDE : 05 05 2004  DEPARTEMENT DE DEPOT : 770 2
NOMBRE D'ENFANTS : 002
AVIS DU PREFET   : E
DATE TRANSMISSION MINISTERE : 06 06 2004
DATE DERNIERE ENQUETE COMPL.:
NO DOSSIER MINISTERE : 2004X 000272  DECISION : D  DATE : 10 10 2004
AJOURNEMENT :
DATE DU DECRET : NO DU DECRET :
DATE DE PARUTION AU J.O. : DATE DE NOTIFICATION :
DATE RESTIT.TITRE OU DCEM: DATE INFO. BUREAU MILITAIRE:
DATE RENVOI AU MINISTERE : DATE DE RETRAIT DU DECRET :
CONTESTATION :
OBSERVATIONS :
```

3. Modification du libellé des cartes de séjour temporaires délivrées pour les catégories socio-professionnelles « D », « C » ou « I »

En application de l'ordonnance n° 2004-279 du 25 mars 2004 portant simplification et adaptation des conditions d'exercice de certaines activités professionnelles, la mention « VOIR CARTE D'IDENTITE SPECIALE » n'apparaîtra plus désormais sur les cartes de séjour temporaires enregistrées pour les catégories socio-professionnelles « D », « C » ou « I » mais seulement la profession concernée :

- commerçant ;
- artisan ;
- industriel.

4. Changement d'adresse dans les départements d'outre-mer

1. Le changement d'adresse doit être possible après un transfert dans les cas suivants :

- transfert DOM (1) (sauf CD 976 (2)) -> métropole ;
- transfert métropole → DOM (sauf CD 976) ;
- transfert DOM 1 → DOM 2.

2. La possibilité de changer l'adresse et d'éditer l'étiquette de changement d'adresse doit être possible lors des transferts successifs (pour les cas énoncés au point 1).

3. Pour les autres types de transfert listés ci-après, il est toujours nécessaire de fabriquer un nouveau titre de séjour (choix : « modification de titre ») :

- transfert département métropole 1 vers métropole 2 ;
- transfert TOM 1 → TOM 2 ;
- transfert TOM → métropole et vice versa ;
- transfert TOM → CD 976 et vice versa ;
- transfert CD 976 → métropole et vice versa ;
- transfert CD 976 → DOM et vice versa ;
- transfert TOM → DOM et vice versa.

(1) DOM = Ce terme désigne ici les quatre départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

(2) CD 976 = collectivité départementale de Mayotte.

FINANCES LOCALES

CONCOURS DE L'ÉTAT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Secrétariat général

Direction générale
des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours financiers de l'Etat

**Circulaire du 6 avril 2006 relative à la dotation
de développement rural (DDR) pour 2006**

NOR : MCTB0600043C

Référence : ma circulaire MCTB0600028C du 16 mars 2006.

Pièces jointes : bilan d'utilisation des crédits 2004 et une fiche.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets (Métropole et départements d'outre-mer). Secrétariat général.

La présente circulaire a pour objet de vous notifier le montant de l'enveloppe de dotation de développement rural (DDR) pour l'exercice 2006.

Par circulaire en date du 16 mars 2006, je vous communiquais la liste des communes et EPCI de votre département éligibles en 2006 à la DDR dont le montant, ouvert en loi de finances initiale, s'élève en autorisations d'engagement (AE) à 124,370 M €. Ce montant correspond à la revalorisation de la dotation 2005 de 4 %, conformément à l'évolution estimée du taux de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques pour 2006.

Vous trouverez, ci-joint, le montant des autorisations d'engagement attribuées à votre département pour 2006, réparti entre la première et la seconde parts, dont la délégation vous parviendra prochainement.

En ce qui concerne les variations éventuelles de l'enveloppe de crédits que vous pourriez constater, il est rappelé que ce montant est déterminé en fonction de critères fixés par la loi et peut, de ce fait, évoluer de façon non linéaire.

La DDR, qui était imputée sur le chapitre 67-52 article 50 du budget du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, est désormais intégrée, conformément à la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, dans l'action n° 1 « Soutien aux projets des communes et groupements de communes » du programme « Concours financiers aux communes et groupements de communes » de la mission « Relations avec les collectivités territoriales ».

Dans le cadre de la mise en œuvre de la fongibilité des crédits, pour l'exercice 2006, entre la DDR et la dotation globale d'équipement des communes (DGE), les enveloppes départementales de ces deux dotations vous sont déléguées sous la forme d'une notification d'autorisations de programmes affectées (NAPA) regroupant les autorisations d'engagement de la DDR et les autorisations d'engagement de la DGE des communes.

Une délégation d'autorisations d'engagement DGE des communes DDR initiale a été réalisée en mars dernier. Son montant correspondait à l'enveloppe relative à la DGE des communes telle que calculée en application de l'article L. 2334-34 du code général des collectivités territoriales (CGCT), mais il peut être utilisé aussi bien pour la DGE des communes que pour la DDR selon votre choix.

Vous allez recevoir une délégation d'AE complémentaire. Son montant correspond à l'enveloppe relative à la DDR telle que calculée en application de l'article L. 2334-40 du CGCT, mais ces crédits pourront là aussi être affectés à l'une ou l'autre des deux dotations.

Il vous est ainsi possible d'utiliser des AE initialement prévues au titre de la DDR pour abonder les AE au titre de la DGE des communes et inversement.

Il vous sera envoyé un tableau à renseigner concernant vos mouvements d'AE dans le cadre de la fongibilité des crédits ainsi que les montants effectivement engagés.

Les AE qui n'auront pas été engagées au 31 décembre de l'année de leur exercice de rattachement seront annulées.

S'agissant des crédits de paiement (CP), une provision vous a été déléguée en février. Elle a été calculée sur la base de 50 % de vos mandats 2005, au titre de la DGE des communes et de la DDR.

Une seconde provision, correspondant à 40 % de vos mandats 2005 au titre de la DGE des communes et de la DDR, a été réalisée fin mars.

Vous bénéficiez donc d'ores et déjà de crédits de paiement pour un montant correspondant à 90 % de votre consommation en 2005.

Il vous est ainsi possible d'utiliser des CP initialement prévus au titre de la DGE des communes pour abonder les CP au titre de la DDR et inversement.

Une troisième provision de CP, correspondant à 10 % de vos mandats 2005 au titre de la DGE des communes et de la DDR, vous sera déléguée au troisième trimestre.

Enfin, au début du dernier trimestre, une délégation de CP sera effectuée en tenant compte du taux de consommation des crédits au cours de l'année précédente.

J'attire votre attention sur la rigueur avec laquelle il convient de suivre la consommation des CP. Aucun crédit sans emploi ne doit être rendu en fin d'année.

Si des crédits de paiement vous semblent susceptibles de rester disponibles en fin d'année, il conviendra, après mise en œuvre de la fongibilité, de les restituer à l'administration centrale avant le 31 octobre 2006 au plus tard afin qu'ils puissent être redéployés au bénéfice d'autres départements. Je vous rappelle que, conformément à la procédure qui vous a été précisée par la circulaire DEPAFI/SDAF/BCCOF du 28 décembre 2004, les crédits sans emploi devront être préalablement saisis dans le système comptable local NDL et qu'il conviendra de me transmettre le bordereau informatique NDL portant le numéro de la reprise.

La date limite pour me transmettre vos demandes de CP complémentaires est fixée au 31 octobre 2006.

Les règles générales de fongibilité des crédits au sein du programme « concours financiers aux communes et groupements de communes » sont précisées dans la charte de gestion de ce programme.

En dernier lieu, afin d'éviter la clôture automatique des opérations non mouvementées depuis quatre exercices budgétaires et de limiter le montant des annulations d'autorisations d'engagement, je tiens à vous rappeler, comme les années précédentes, qu'il est indispensable de solder et de déclarer terminées toutes les opérations d'investissement en état de l'être.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, M. Laurent Barraud, tél. : 01-40-07-22-59, fax : 01-40-07-68-30, laurent.barraud@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des collectivités locales,
D. SCHMITT

ANNEXE

BILAN D'UTILISATION DES CRÉDITS 2004
DE LA DOTATION DE DÉVELOPPEMENT RURAL

La DDR, qui était jusqu'en 2003 gérée sur un compte de tiers de l'État alimenté par un prélèvement sur recettes, a été basculée par la loi de finances pour 2004 en crédits budgétaires. Elle était imputée sur le chapitre 67-52 article 50 du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Les reliquats du compte de tiers n° 466-7212 sont utilisés en 2004 pour financer une partie des projets subventionnés.

113,449 M € de crédits budgétaires ont été répartis en 2004 au titre de la DDR dans les départements de métropole.

Vous trouverez ci-dessous le bilan de la gestion 2004 au regard de différents indicateurs.

On rappellera que, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique relative au lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, la gestion de la DDR fait l'objet de deux indicateurs relatifs à l'évolution des investissements soutenus et au taux de subvention (cf. ci-dessous, indicateurs de performance n° 1 et n° 2).

Taux de demandeurs

	2002	2003	2003 2002	2004	2004 2003
Nb de groupements éligibles	1974	2145	+ 8,66 %	2234	4,15 %
Nb de groupements ayant déposé un projet	831	971	+ 16,8 %	1004	+ 3,40 %
Taux de demandeurs	42,09 %	45,27 %		44,94 %	

Taux de subventionnement

Le tableau ci-dessous concerne les projets subventionnés à partir de crédits budgétaires et de reliquats du compte de tiers.

	2002	2003	2003 2002	2004	2004 2003
Nombre total de projets déposés	1411	1469	+ 4,11 %	1516	+ 3,19 %
Nombre de projets retenus	1152	1189	+ 3,21 %	1134	- 4,62 %
Taux de subventionnement	81,64 %	80,93 %		74,80 %	

Indicateur de performance LOLF n° 1

Evolution du volume des investissements des collectivités locales réalisés grâce aux subventions DDR comparée à l'évolution de la FBCF.

	2003	2004	2005 (prévision)	2006 (cible)
Taux d'évolution des investissements réalisés grâce à la DDR (a)	+ 29,88 %	+9,24 %	+ 3 %	+ 4,2 %
Taux d'évolution de la FBCF (b)	+ 2,6 %	+3,7 %	+ 3 %	+ 4 %
Différentiel (a-b)	+ 27,28	+5,54	0	+ 0,2

Taux moyen de subvention

Le tableau ci-dessous concerne les projets subventionnés à partir de crédits budgétaires et de reliquats du compte de tiers.

	2002	2003	2003 2002	2004	2004 2003
Montant moyen des projets retenus en €	417 297,13	535 011,43	+28,20 %	614 480,84	+14,85 %
Montant moyen de la subvention en €	108 981,21	124 705,84	+14,42 %	117 054,51	-6,13 %
Taux moyen de subvention	26,12 %	23,30 %		19,05 %	

Crédits budgétaires uniquement

	2004
Montant moyen des projets retenus en €	468 168,37
Montant moyen de la subvention en €	91 296,57
Taux moyen de subvention	19,50 %

Indicateur de performance LOLF n° 2

Pourcentage de projets bénéficiant d'un taux de subvention compris entre 25 % et 35 %

	2004	2006 (prévision)	2007 (cible)
Pourcentage de projets dont le taux de subvention au titre de la DDR se situe entre 25 % et 35 %	32,80 %	40 %	65 %

Type de projets subventionnés

	DÉVELOPPEMENT économique	ENVIRONNEMENT	SOCIAL	TOURISME	CULTURE	AUTRES projets	TOTAL
Nombre	714	98	115	123	27	57	1134
Part du total des projets en 2004	62,96 %	8,64 %	10,14 %	10,85 %	2,38 %	5,03 %	100 %

Pourcentage en 2003	61,74 %	10,93 %	10,17 %	10,6 %	2,44 %	4,12 %
Pourcentage en 2002	59,90 %	10,42 %	10,42 %	11,71 %	2,52 %	5,03 %

MISSION « RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES »

Programme 119 : concours financiers aux communes et groupements de communes.

Action n°1 : soutien aux projets des communes et groupements de communes.

Sous-action n°2 : dotation de développement rural.

NOTIFICATION DE L'ENVELOPPE
DÉPARTEMENTALE POUR 2006

Département : (nom du département).

Montant : (total DDR 2006).

Dont :

1^{re} part : (M 1^{re} part DDR).

2^e part : (M 2^e part DDR).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours financiers de l'État

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

Direction du budget

Bureau 5BILFOM

**Circulaire du 7 avril 2006 relative au dispositif d'aides
budgétaires aux collectivités locales forestières sinistrées**

NOR : MCTB0600044C

Références : circulaires interministérielles NOR INTB0000053C du 20 mars 2000, NOR INTB0000113C du 16 mai 2000, NOR INTB0000172C du 27 juillet 2000, NOR INTB0100142C du 27 avril 2001, du 3 mai 2002, NOR LBLB0310024C du 20 mars 2003, NOR LBLB0410013C du 20 février 2004 et circulaire NOR LBLB0510022C du 8 mars 2005.

Pièces jointes : 2.

Le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, le ministre délégué aux collectivités locales à Messieurs les préfets de département (liste jointe) ; Messieurs les trésoriers-payeurs généraux des départements (liste jointe).

La présente circulaire a pour objet de notifier l'enveloppe de crédits allouée à votre département en 2006 au titre du dispositif d'aides budgétaires aux collectivités locales forestières sinistrées et de préciser les modalités d'attribution en 2006 des subventions accordées dans le cadre de ce dispositif.

Le dispositif d'aides budgétaires aux collectivités locales forestières sinistrées, instauré en 2000 et reconduit depuis lors, est maintenu en 2006. Comme en 2005, il vous est recommandé de moduler les aides, en les concentrant sur les collectivités les plus touchées par les tempêtes de décembre 1999.

Vous trouverez en annexe à la présente circulaire le montant de l'enveloppe de crédits attribuée à votre département pour l'année 2006 au titre de ce dispositif. Une seconde enveloppe pourra, le cas échéant, vous être notifiée ultérieurement en fonction des besoins qui auront été identifiés dans les différents départements concernés.

Compte tenu de la mise en place effective, à compter du 1^{er} janvier 2006, de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, les subventions seront imputées sur la mission ministérielle « Relations avec les collectivités territoriales », programme 122 « Concours spécifiques et administration », sous-action 122-01-02 « Aides aux communes forestières », titre/catégorie 63. Les crédits vous seront délégués pour des montants égaux en autorisation d'engagement et en crédits de paiement. J'appelle particulièrement votre attention sur le fait que toute fongibilité de crédit à l'intérieur de ce programme devra préalablement recevoir l'aval du directeur général des collectivités locales, responsable du programme.

Toutefois, comme l'indiquait la circulaire interministérielle du 27 juillet 2000, ces subventions diffèrent des subventions exceptionnelles d'équilibre habituellement inscrites sur ce chapitre et régies par les dispositions de l'article L. 2335-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) précisées par la circulaire du 19 avril 1983 relative au contrôle budgétaire. En effet, contrairement à ces dernières, les subventions attribuées dans le cadre du dispositif d'aides budgétaires aux collectivités locales forestières sinistrées :

- sont attribuées par le préfet, après avis de la commission départementale instituée en 2000 à cette fin, dans le respect des principes ci-après rappelés et dans la limite de l'enveloppe de crédits attribuée au département ;
- ne nécessitent pas un examen préalable par la chambre régionale des comptes (CRC) des budgets des collectivités concernées.

Comme les années précédentes, les subventions seront réservées aux collectivités connaissant de fortes chutes de leurs recettes forestières, nettes des frais d'exploitation non financés par des aides

publiques (1), par rapport à la situation d'avant les tempêtes de décembre 1999 et dont la part des recettes de vente de bois dans le total des recettes de fonctionnement représentait au minimum 10 % en moyenne sur les trois dernières années précédant les intempéries.

Afin de concentrer les aides sur les communes les plus touchées, il vous est recommandé, comme en 2005, d'accorder une priorité aux communes ayant connu un volume de chablis important à la suite des tempêtes. Pour 2006, les subventions seront ainsi versées en priorité aux collectivités dont le volume de chablis représente au moins 5 années de production, cette production étant égale à la moyenne des productions annuelles des trois années précédant les intempéries.

Deux cas de figure sont ainsi susceptibles de se présenter :

1. Si la collectivité adopte son budget primitif 2006 en déséquilibre.

Dès lors que la collectivité respecte le seuil de 10 % des recettes de fonctionnement précédemment défini, et que l'origine du déficit du budget primitif 2005 réside dans la chute des recettes forestières de la collectivité, vous pourrez, préalablement à la mise en œuvre de la procédure de saisine de la CRC prévue à l'article L. 1612-5 du CGCT, saisir la commission départementale afin d'examiner l'opportunité de l'attribution d'une subvention permettant le cas échéant de contribuer à résorber le déséquilibre du budget de la collectivité.

Le montant de la subvention ainsi calculée ne devra cependant en aucun cas excéder la différence entre les recettes forestières attendues en 2006, telles que la commission départementale les aura évaluées, et le niveau moyen des recettes forestières de la collectivité sur les trois dernières années précédant les intempéries. Le calcul de la subvention devra par ailleurs respecter les mêmes principes que ceux évoqués ci-dessus. Votre attention est appelée en particulier sur le fait que la subvention n'a pas vocation à couvrir l'intégralité des pertes de recettes forestières de la collectivité.

2. Si la collectivité adopte un budget primitif 2006 en équilibre au prix d'inscriptions budgétaires remettant en cause la sincérité ou le réalisme du budget, telles qu'en particulier la surestimation manifeste des recettes forestières attendues en 2006.

Afin de prévenir l'apparition de déficits importants en gestion, il appartiendra à la commission départementale d'évaluer de manière pragmatique le niveau des recettes forestières, nettes des frais d'exploitation non financés par des aides publiques, que la collectivité peut raisonnablement attendre en 2006 et, sur cette base, le montant de la différence entre ce niveau probable des recettes forestières en 2006 et le niveau moyen des recettes forestières sur les trois dernières années précédant les intempéries.

Le montant de cette différence pourra servir de base de calcul pour l'attribution de la subvention.

Vous vous attacherez cependant à examiner de façon concrète et précise si la difficulté de la situation de la collectivité résulte effectivement de l'impact des tempêtes de décembre 1999 sur son profil de ressources et non de choix propres à la collectivité, notamment en termes d'accroissement de ses charges. À ce titre, s'il est naturellement légitime de subventionner une commune dont les recettes forestières attendues en 2006 sont très inférieures à ce qu'elle percevait en moyenne, sur les trois dernières années précédant les intempéries, de l'exploitation des forêts, il est en revanche exclu de subventionner une commune dont les difficultés budgétaires proviennent de décisions d'investissement prises récemment et sans véritable nécessité.

Vous tiendrez par ailleurs le plus grand compte des efforts réalisés par la collectivité pour retrouver un équilibre budgétaire, qu'il s'agisse de mesures d'économies ou de mesures d'accroissement du niveau de ses recettes. Pour les collectivités dont les recettes forestières permettaient jusqu'à présent de maintenir le taux des impôts locaux à un niveau très faible, il conviendra de rechercher une plus grande mobilisation de leur potentiel fiscal. S'agissant des ressources non fiscales, les efforts de diversification des collectivités forestières seront encouragés. Enfin, l'établissement d'un plan pluriannuel de redressement, intervenant à l'appui de la demande de subvention, sera également encouragé.

Les collectivités ne rentrant pas dans l'un ou l'autre des deux cas présentés ci-dessus ne pourront pas bénéficier de subvention.

Dans tous les cas, les subventions que vous attribuerez devront être analysées comme une contribution à l'équilibre budgétaire des collectivités et non comme une indemnisation de leurs pertes de recettes forestières. Dans cette optique, les subventions n'ont pas vocation à couvrir l'intégralité des pertes enregistrées. En outre, vous tiendrez compte, dans le calcul de la subvention, des recettes exceptionnelles éventuellement enregistrées par la collectivité du fait d'un volume de vente de bois plus important que d'habitude, ainsi que de la possibilité qui avait été offerte dès 2000 aux collectivités de placer ces recettes exceptionnelles en bons du Trésor, par dérogation à la règle du dépôt des fonds libres des collectivités au Trésor.

(1) En particulier celles versées par l'État au titre du reboisement.

Afin de concentrer les aides sur les communes qui ont été le plus durement touchées par les tempêtes, vous veillerez enfin à moduler les attributions individuelles en fonction du degré de dégâts causés par les tempêtes aux forêts des collectivités locales, le volume de chablis mesuré en nombre d'années de récolte pouvant à ce titre servir utilement de base de comparaison entre les collectivités.

À ce titre, les collectivités ayant un volume de chablis au moins égal à 8 années de récolte et dont la part des recettes de vente de bois dans le total des recettes de fonctionnement représentait au minimum 35 % en moyenne sur les trois dernières années précédant les intempéries feront l'objet d'une attention particulière, ainsi que par ailleurs les collectivités membres de syndicats ou de groupements forestiers.

Vous rendrez compte au 15 juillet 2006, sous le double timbre de la direction générale des collectivités locales (bureau des concours financiers de l'État) et de la direction du Budget (bureau 5 BIFLOM), des subventions que vous aurez attribuées, selon le modèle de tableau que vous trouverez ci-joint.

Vous indiquerez par ailleurs pour cette même date les éventuels besoins de crédits complémentaires auxquels vous pourriez être confronté.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

P. JOSSE

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du budget
des collectivités locales,*

D. SCHMITT

DISPOSITIF D'AIDES BUDGÉTAIRES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES FORESTIÈRES SINISTRÉES

Année 2006

Département du :

Le montant de votre enveloppe en autorisation d'engagement et en crédits de paiement au titre du dispositif d'aides budgétaires aux collectivités locales forestières sinistrées s'élève, pour l'année 2006, à :

Suivant les instructions de la présente circulaire, vous ferez parvenir avant le 15 juillet 2006 les éventuels besoins de crédits complémentaires auxquels vous pourriez être confronté.

(Fiche à renvoyer pour le 15 juillet 2006)

Département du :

Autorisation d'engagement et crédits de paiement

Montant de l'enveloppe départementale	
Montant total des subventions attribuées	

NOM de la collectivité	RECETTES forestières moyennes sur la période 1996-1998	RECETTES forestières estimées par la commission pour 2006	DIFFÉRENCE	MONTANT de la subvention attribuée

Liste des départements concernés

Aube ;
Cantal ;
Doubs ;
Gironde ;
Jura ;
Landes ;
Haute-Marne ;
Meurthe-et-Moselle ;
Meuse ;
Bas-Rhin ;
Haut-Rhin ;
Haute-Saône ;
Vosges.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale
des collectivités locales*

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Circulaire du 10 avril 2006 relative au Fonds de solidarité entre les communes de la région Ile-de-France (FSRIF) au titre de 2006

NOR : MCTB0600045C

Pièces jointes : 7 annexes dont les listes des communes contributrices et éligibles au FSRIF.

Résumé : la présente circulaire a pour objet de présenter les modalités de financement, de répartition et de versement du FSRIF au titre de l'exercice 2006, modifiées par la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, par la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005.

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Monsieur le préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris ; Messieurs les préfets des départements de Seine-et-Marne, de l'Essonne, des Yvelines, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise.

Le fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France a été institué par la loi n° 91-429 du 13 mai 1991. Il doit contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines de la région parisienne, confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées.

La loi du 12 juillet 1999 précitée a élargi la liste des communes bénéficiaires de ce fonds et a créé une deuxième source d'alimentation. La loi de finances pour 2005 du 30 décembre 2004 a aménagé le mode de répartition et de contribution du FSRIF en introduisant le critère du potentiel financier. Elle a adapté le seuil de contribution au premier prélèvement. Elle a également aménagé le seuil de contribution au second prélèvement, afin de prendre en compte les effets de la suppression progressive, entre 1999 et 2003, de la « part salaires » des bases de la taxe professionnelle.

Les modalités de répartition du fonds en 2006 sont identiques à celles de 2005.

I. – L'ALIMENTATION DU FSRIF

A. – LES MODALITÉS DE CALCUL DU PRÉLÈVEMENT INITIAL PRÉVU À L'ARTICLE L. 2531-13-I DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

1. Détermination des communes contributrices

Les communes contributrices à ce premier prélèvement sont celles dont le potentiel financier en 2006 est supérieur d'au moins 25 % au

potentiel financier moyen de l'ensemble des communes de la région d'Ile-de-France. Il s'agit donc d'établir la liste des communes telles que :

$$pf > 1,25 \times PF$$

avec : pf : potentiel financier par habitant de la commune en 2006 ;

PF : potentiel financier moyen par habitant des communes RIF en 2006 soit, 1 204,688061 € / hab.

Toutefois, les communes remplissant cette condition mais par ailleurs éligibles en 2006 à la DSU ou au FSRIF au titre de l'indice synthétique de ressources et de charges sont déclarées non contributrices.

Cette disposition ne concerne donc que les communes effectivement éligibles à la DSU ou au FSRIF et non celles qui bénéficieraient de l'attribution de garantie à la suite de leur sortie du dispositif.

En 2006, trois communes sont ainsi exonérées de leur contribution en raison de leur éligibilité à la DSU et une commune au titre de leur éligibilité à la DSU et au FSRIF.

En vertu de ces dispositions, 72 communes sont concernées en 2006 par le premier prélèvement, contre 68 en 2005.

2. La détermination de la contribution des communes

L'assiette du prélèvement

L'assiette du prélèvement est constituée par le produit de la population DGF 2006 de la commune, par le montant du potentiel financier par habitant de la commune excédant le potentiel financier moyen par habitant des communes de la région Ile-de-France.

Le taux du prélèvement

À l'assiette ainsi définie est appliqué un taux de prélèvement déterminé en fonction du rapport existant entre le potentiel financier par habitant de la commune et le potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes de la région.

La loi prévoit trois taux de prélèvement :

- 8 % pour les communes dont le potentiel financier par habitant est tel que :
 $1,25 \times PF < pf < 2 \times PF$
- 9 % pour les communes dont le potentiel financier est tel que :
 $2 \times PF < pf < 3 \times PF$
- 10 % pour les communes dont le potentiel financier est tel que :
 $pf > 3 \times PF$

Le montant du prélèvement

La cotisation pour le FSRIF est donc calculée selon la formule suivante :

$$\text{Pop DGF} \times (pf - PF) \times t \text{ (avec } t = 8\%, 9\% \text{ ou } 10\%)$$

Toutefois, le prélèvement ne peut excéder 5 % du montant des dépenses réelles de fonctionnement de la commune constatées dans le compte administratif afférent au pénultième exercice (2004 pour le FSRIF 2006). En 2006, 45 des 72 communes contributrices voient ainsi leur contribution plafonnée à hauteur de 5 % des dépenses réelles de fonctionnement afférentes à l'exercice 2004.

Au titre de 2006, le montant de ce prélèvement en faveur du FSRIF s'élève à 145 736 190 €.

3. Les modalités de prélèvement de la contribution des communes

En tant qu'ordonnateur des recettes des fonds, il appartient au préfet de la région Ile-de-France de notifier le montant du prélèvement à chacune des communes contributrices et donc de prendre un arrêté en débit visant le compte n° 461-32 « Avances sur le montant des impositions revenant aux communes – année courante ».

Le prélèvement fait l'objet d'une retenue à la source sur les recettes fiscales de ces communes, issues des quatre taxes directes locales : il est imputé sur les attributions versées mensuellement aux communes contributrices en application de l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales.

Ce prélèvement a été effectué dès le 1^{er} janvier 2006 pour les communes qui étaient contributrices en 2005 sur la base de la contribution de cette dernière année. Les prélèvements mensuels devront être ajustés afin de tenir compte du montant définitif de la contribution de l'année 2006.

B. – LES MODALITÉS DE CALCUL DU SECOND PRÉLÈVEMENT PRÉVU À L'ARTICLE L. 2531-13-II-II DU CGCT

La loi du 12 juillet 1999 a prévu qu'un second prélèvement est opéré sur les communes et les établissements publics de coopération inter-

communale de la région d'Ile-de-France ayant opté pour l'instauration d'une taxe professionnelle de zone (II de l'art. 1609 *quinquies* C du code général des impôts).

1. Détermination des communes et EPCI contributeurs

Les communes contributrices au second prélèvement sont celles dont les bases totales d'imposition à la taxe professionnelle par habitant (au sens de la population INSEE) excèdent 3 fois la moyenne nationale des bases de taxe professionnelle par habitant (1 615,68 €). Les EPCI contributeurs sont ceux dont les bases totales d'imposition à la taxe professionnelle par habitant excèdent 3,5 fois cette même moyenne. Il s'agit des bases nettes totales après exonération, mais avant écrêtement au profit du FDPTP.

2. Détermination du montant de leur contribution

La contribution de la commune ou de l'EPCI est égale au produit du taux de taxe professionnelle en vigueur dans la commune en 2005 (ou du taux de zone pour les EPCI) par 75 % des bases excédant la valeur de référence, soit :

Communes

$$\text{Contribution} = \text{Pop INSEE 2005} \times (\text{bntp/hab} - 3 \times \text{BNTP/HAB}) \times 0,75 \times \text{taux de TP}$$

EPCI

$$\text{Contribution} = \text{Pop INSEE 2005} \times (\text{bntp/hab} - 3,5 \times \text{BNTP/HAB}) \times 0,75 \times \text{taux de TP}$$

Avec bntp/hab. : bases nettes de TP par habitant de la commune ou du groupement avant écrêtement au profit du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP).

BNTP/hab. : moyenne nationale des bases nettes de TP par habitant, soit 1 615,68 €

3. Les mécanismes de plafonnement et d'abattement applicables à cette contribution

La loi prévoit deux plafonnements ne concernant que les communes :

1. La contribution, au titre du second prélèvement, des communes dont le revenu moyen par habitant est inférieur à 90 % du revenu moyen par habitant de la région Ile-de-France ne peut excéder le montant du premier prélèvement. 26 communes sont concernées par ce premier plafonnement en 2006.

2. La contribution des communes dont les bases totales d'imposition à la taxe professionnelle par habitant sont inférieures à 3 fois la moyenne des bases de taxe professionnelle par habitant de la région Ile-de-France (seuil modifié par la loi de finances pour 2005) ne peut excéder 1,1 fois le montant du premier prélèvement. Huit communes sont concernées par ce second plafond et deux deviennent de fait non contributrices au second prélèvement.

Dès lors, une commune non contributrice au titre du premier prélèvement et qui bénéficierait de l'une de ces deux mesures ne peut l'être au titre du second.

La loi prévoit également des dispositions concernant à la fois les communes et les groupements :

3. Lorsque la commune ou l'EPCI fait l'objet d'un prélèvement au profit du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) en application des dispositions du I de l'article 1648 A du code général des impôts, sa contribution est minorée du montant versé l'année précédente au FDPTP (2005 pour le FSRIF 2006). Douze communes voient leur contribution minorée par cette disposition, qui se traduit pour neuf d'entre elles par l'annulation de leur contribution. Le seul EPCI potentiellement contributeur devient de ce fait non contributeur.

4. Le montant de la contribution des communes et des établissements ainsi calculée et éventuellement plafonnée ne peut excéder 10 % du montant des dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte administratif afférent au pénultième exercice (2004 pour le FSRIF 2006). Trois communes bénéficient de ce plafonnement en 2006.

Après application de ces mécanismes de plafonnement, la masse prélevée au titre de ce second prélèvement s'élève à 27 656 172 €.

Ce second prélèvement est en hausse en 2006 (6,74 %). Quinze communes sont effectivement contributrices, après l'application des mécanismes de plafonnement ci-dessus évoqués.

C. — MONTANT TOTAL DU PRÉLÈVEMENT

Au total, la contribution des communes au titre des deux prélèvements du FSRIF s'élève en 2006 à 173 392 362 € (145 736 190 € pour le premier prélèvement et 27 656 172 € pour le second), auxquels il convient d'ajouter le solde de gestion des exercices antérieurs qui atteint - 324 455 € à la fin 2005. Le montant total du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France est donc de 173 067 907 € en 2006, contre 170 377 139 € en 2005, soit + 1,58 %.

II. — RÉPARTITION DU FSRIF

1. La détermination des communes éligibles

La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a élargi le nombre de communes bénéficiaires du FSRIF.

Sont donc éligibles au FSRIF :

- la première moitié (50 %) des communes de 10 000 habitants et plus de la région Ile-de-France, classées par ordre décroissant de la valeur de leur indice synthétique de ressources et de charges, soit 123 communes en 2006, contre 122 en 2005 ;
- les premiers 18 % des communes de 5 à 9 999 habitants de la région, classées de la même manière, soit 20 communes en 2006, comme en 2005.

La définition de l'indice synthétique de ressources et de charges a été modifiée par la constitution du critère du potentiel financier à celui du potentiel fiscal ; elle s'appuie sur quatre critères mis en œuvre sous forme de ratios pondérés :

- le rapport entre le potentiel financier moyen par habitant régional et celui de la commune. Il constitue 55 % de l'indice ;
- le rapport entre la proportion de logements sociaux dans le total des logements de la commune et la proportion moyenne régionale, pour 15 % ;
- le rapport entre la proportion du total des bénéficiaires d'aides au logement et de leurs ayants droit dans le total des logements de la commune et la proportion moyenne régionale, pour 20 % ;
- le rapport entre le revenu moyen par habitant régional et le revenu par habitant de la commune, pour 10 %.

Les moyennes évoquées ci-dessus sont, respectivement, celles des communes de 10 000 habitants et plus ou celles des communes de 5 à 10 000 habitants de la région d'Ile-de-France.

2. Le calcul des dotations

a) La masse à répartir entre les communes éligibles

Elle est égale au montant de la contribution diminuée :

- d'une réserve de 700 000 € destinée à compenser les rectifications intervenant en cours d'année ;
- du montant prélevé au titre de la garantie des communes inéligibles.

La garantie introduite par la loi du 26 mars 1996 est une garantie de sortie allouée aux communes nouvellement inéligibles par le jeu du classement en fonction de leur indice synthétique. Son montant est égal à 50 % de l'attribution versée l'année précédente au titre de l'indice.

En 2006, le préciput opéré sur le fonds au titre de la garantie est égal à 794 999 € correspondant à la sortie de l'éligibilité au FSRIF de quatre communes : Andrézy, Soisy-sous-Montmorency, Vernouillet, Méry-sur-Oise.

Les ressources réparties entre les communes éligibles au titre de l'indice s'élèvent donc à 171 572 908 €, dont 6 461 006 € pour les communes de 5 000 à 9 999 habitants et 165 111 902 € pour les communes de 10 000 habitants et plus, sommes calculées au prorata de la population des communes éligibles respectivement de moins et de plus de 10 000 habitants.

b) Les conditions de répartition

L'attribution des communes éligibles au fonds de solidarité est égale au produit de leur population DGF 2005 par la valeur de leur indice synthétique de ressources et de charges, de la valeur de point afférent à la strate démographique et par leur effort fiscal, pris dans la limite de 1,3.

Dotation = pop DGF x indice x EF dans la limite de 1,3 x VP

3. Les modalités de notification et de versement

Il appartient au préfet de la région Ile-de-France de procéder à la répartition du FSRIF en prenant des arrêtés de versement visant le compte n° 465-134 « Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France » ouvert en 2006 dans les écritures du Trésor public.

Il est rappelé que le fonds ne peut accuser de déficit puisque les attributions aux communes bénéficiaires ne peuvent être prélevées que sur les recettes encaissées (art. R. 2531-33 du CGCT). Les attributions des ressources du fonds font l'objet de deux versements par moitié, l'un avant le 31 juillet et l'autre avant le 31 décembre de l'exercice en cours.

Il est impératif que la transmission des états de notification soit assurée dans les meilleurs délais, afin de faciliter l'élaboration et l'adoption des budgets des communes.

Je vous signale, en outre, qu'en vertu des dispositions de l'article R. 421-5 du code de la justice administrative, les voies et délais de recours doivent être expressément indiqués lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires. Cette mention est donc inscrite sur chaque fiche individuelle de notification annexée à la présente circulaire.

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer à chaque collectivité bénéficiaire que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de votre réponse. Je vous rappelle, à cet égard, qu'en application de l'article R. 421-2 du code précité « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à : direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau des concours financiers de l'État, Mlle Aurélie-Anne Lemaître, tél. : 01-49-27-34-92, aurelie-anne.lemaître@interieur.gouv.fr.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

D. SCHMITT

ANNEXE I

CALCUL DU POTENTIEL FISCAL ET DU POTENTIEL FINANCIER 2006

Le potentiel fiscal est égal au montant des bases des quatre taxes directes locales pondérées par le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Il est majoré de la part de la dotation forfaitaire de la commune correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998). Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales, minorées, le cas échéant, du montant de celles correspondant à l'écêtement opéré au titre du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle prévue par l'article 1648 A du code général des impôts. Dans le cas où une commune appartient à un EPCI à taxe professionnelle unique ou à taxe professionnelle de zone, ses bases de taxe professionnelle font l'objet de modalités de calculs spécifiques telles que prévues par l'article L. 2334-4 du CGCT, modifié par la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999.

Le potentiel fiscal est minoré, le cas échéant, des éventuels prélèvements fiscaux subis par la commune à la suite de la suppression des CCAS et de la banalisation de l'imposition de France Télécom.

Le potentiel financier de la commune correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire (hors compensation « part salaires » et compensation des baisses de DCTP) perçue l'année précédente.

1. Calcul du potentiel fiscal quatre taxes des communes

Bases brutes d'imposition à la taxe d'habitation pour 2005	.....	
x Taux moyen national d'imposition 2005	x 0,1434		
=	= (a)		
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour 2005	.....	
x Taux moyen national d'imposition 2005	x 0,1836		
= (b)	= (b).....		
Bases brutes d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour 2005	.....	
x Taux moyen national d'imposition 2005	x 0,4363		
= (c)	= (c).....		
Bases brutes d'imposition à la taxe professionnelle pour 2005	.....	
x Taux moyen national d'imposition 2005	x 0,1552		
=	= (d).....		
Part de la dotation forfaitaire correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n°98-1266 du 30 décembre 1998)	(e).....	+	
Prélèvement sur la fiscalité	(f)	-	
Potentiel fiscal = Total des lignes (a) + (b) + (c) + (d) + (e) - (f)	(g)		
Dotation forfaitaire 2005 hors part représentant l'ancienne « part salaires »	(h).....	+	
Potentiel financier = (g) + (h)	.....	

2. Calcul du potentiel financier par habitant des communes

Potentiel financier de la commune	.....	
÷ Population DGF 2006 de la commune	÷		
= Potentiel financier par habitant de la commune	=		

ANNEXE II**CALCUL DE L'EFFORT FISCAL**

L'effort fiscal d'une commune est égal au rapport entre le produit de la taxe d'habitation, des deux taxes foncières, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères et le potentiel fiscal correspondant à ces trois taxes. Le produit et les bases de la taxe professionnelle ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal.

L'article L. 2334-5 du code général des collectivités territoriales prévoit un mécanisme d'écrêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré des trois taxes directes locales de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique. Le produit fiscal est alors calculé sur la base de cette augmentation moyenne. De manière symétrique est prévu un mécanisme destiné à ne pas pénaliser les communes qui baisseraient leur taux d'une année sur l'autre. Le taux pris en compte pour le calcul de la DGF est alors, non pas le dernier taux connu, mais celui de l'exercice précédent.

Pour les communes membres d'un groupement de communes à fiscalité propre, l'effort fiscal est calculé en ajoutant au produit et au taux de chacune de leurs propres taxes communales ceux correspondant au groupement de communes.

1. Calcul de l'effort fiscal des communes

Produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères majoré du produit des exonérations	.....	
÷ Potentiel fiscal (trois taxes)	÷		
= Effort fiscal de la commune	=		

2. Modalités de l'écrêtement

La loi a institué un mécanisme d'écrêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique.

COMMUNES	T1 N-1	T2 N
0 à 499 habitants	0,149163	0,150486
500 à 999 habitants	0,149471	0,151059
1 000 à 1 999 habitants	0,151668	0,153273
2 000 à 3 499 habitants	0,157007	0,158667
3 500 à 4 999 habitants	0,16206	0,164264
5 000 à 7 499 habitants	0,172581	0,174708
7 500 à 9 999 habitants	0,175585	0,177744
10 000 à 14 999 habitants	0,188151	0,190362
15 000 à 19 999 habitants	0,189203	0,190441
20 000 à 34 999 habitants	0,198151	0,200057
35 000 à 49 999 habitants	0,201143	0,203029
50 000 à 74 999 habitants	0,181232	0,183184
75 000 à 99 999 habitants	0,184496	0,187055
100 000 à 199 999 habitants	0,220364	0,220962
200 000 habitants et plus	0,132027	0,134807

Soit t1 le taux moyen pondéré de la commune en 2004

Soit t2 le taux moyen pondéré de la commune en 2005

Soit T1 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2004

Soit T2 le taux moyen pondéré de l'ensemble des communes de la strate en 2005

Si $t2 - t1$ est inférieur à $T2 - T1$, on conserve le produit fiscal de la commune

Si $t2 - t1$ est supérieur à $T2 - T1$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

1^{er} cas

Si $t2 > t1$, $T2 - T1 > 0$ et $(t2 - t1) > (T2 - T1)$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2005	.....	
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2005	+	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2005	+	.....
= Sous-total	=	.....
x { t1 + (T2 - T1) }	x	.....
= Produit fiscal écrêté	=	.....

2^e cas

Si $t_2 > t_1$, $t_2 > T_2$ et $T_2 - T_1 < 0$, le produit fiscal est écrêté dans les conditions suivantes :

Base nette d'imposition à la taxe d'habitation de 2004	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2005	+	.....
+ Base nette d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties de 2005	+	.....
= Sous-total	=	.....
x $t_2 + (T_2 - T_1)$ si $t_2 + T_2 - T_1 > T_2$	x	.....
ou		
x T_2 si $t_2 + T_2 - T_1 \leq T_2$	x	.....
= Produit fiscal écrêté	=	.....

Dans les deux cas, il convient d'ajouter au produit fiscal écrêté le produit de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères ainsi que le produit des exonérations permanentes et temporaires retenues par l'article L. 2334-6 du code général des collectivités territoriales.

L'effort fiscal de la commune a été recalculé avec le produit fiscal écrêté.

3. Diminution du taux moyen pondéré des trois taxes locales

Pour les communes dont le taux pondéré des trois taxes directes locales est en 2005 inférieur à celui de 2004, c'est ce dernier taux qui a été pris en compte pour le calcul du produit fiscal.

ANNEXE III

CALCUL DES ATTRIBUTIONS DU FONDS DE SOLIDARITÉ ENTRE LES COMMUNES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

1. Communes de 10 000 habitants et plus

Potentiel financier par habitant des communes de 10 000 hab. et plus d'Ile-de-France (en euro)	1 267,048416	
: potentiel financier de la commune (en euro)	:	.....
= sous total	=	.....
x pondération dans l'indice	x 0,55	
= part, dans l'indice, du potentiel financier	x	..... (a)
Nombre de logements sociaux de la commune		.....
: nombre de logements de la commune	:	.....
= part relative des logements sociaux de la commune		.....
: part des logements sociaux dans les communes de 10 000 hab. et plus de la région Ile-de-France	:	0,262315
x pondération retenue pour les logements sociaux	x	0,15
= part, dans l'indice, des logements sociaux	x	..... (b)
Nombre de personnes couvertes par les allocations logements de la commune		.....
: nombre de logements de la commune	:	.....
= proportion de personnes couvertes par les allocations logements dans la commune		.....
: proportion des pers. couv. par les all. logt. dans les com. de 10 000 et + d'Ile-de-France	:	0,474726
x pondération dans l'indice	x	0,20

= part, dans l'indice, des personnes couvertes par les allocations logements	..... (c)
Revenu moyen par habitant dans les communes de 10 000 hab. et + d'Ile-de-France (en euro)	12308,529347
: revenu moyen par habitant de la commune (en euro)	:
x pondération dans l'indice	x 0,1
= part, dans l'indice, du revenu	..... (d)
Valeur de l'indice $I = a + b + c + d$	..... (e)

Les communes éligibles sont celles dont la valeur d'indice est supérieure ou égale à 1,215288.

2. Communes de 5 000 à 9 999 habitants

Potentiel financier par habitant des communes de 5 000 à 9 999 hab. d'Ile-de-France (en euro)	973,884815	
: potentiel financier de la commune/hab. de la région Ile-de-France (en euro)	:	.....
= sous total		.....
x pondération dans l'indice	x 0,55	
= part, dans l'indice, du potentiel financier	x	..... (a)
Nombre de logements sociaux de la commune		.....
: nombre de logements de la commune	:	.....
= part relative des logements sociaux de la commune		.....
: part des logements sociaux dans les communes de 5 000 à 9 999 hab. de la région Ile-de-France	:	0,156062
x pondération retenue pour les logements sociaux	x	0,15
= part, dans l'indice, des logements sociaux	x	..... (b)
Nombre de personnes couvertes par les allocations logements de la commune		.....
: nombre de logements de la commune	:	.....
= proportion de personnes couvertes par les allocations logements dans la commune		.....
: proportion des pers. couv. par les all. logt. dans les com. de 5 000 à 9 999 hab. d'Ile-de-France	:	0,321835
x pondération dans l'indice	x	0,20
= part, dans l'indice, des personnes couvertes par les allocations logements		..... (c)
Revenu moyen par habitant dans les communes de 5 000 à 9 999 hab. d'Ile-de-France (en euro)	11639,641000	
: revenu moyen par habitant de la commune (en euro)	:	.....
x pondération dans l'indice	x	0,1
= part, dans l'indice, du revenu		..... (d)
Valeur de l'indice $I = a + b + c + d$		..... (e)

Les communes éligibles sont celles dont la valeur d'indice est supérieure ou égale à 1,372706.

3. Attributions

Dotation = pop x indice x EF1,3 x VP

avec

VP = 24,663858 pour les communes de 10 000 habitants et plus.

VP = 21,123696 pour les communes de 5 000 à 9 999 habitants.

FISCALITÉ LOCALE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale
des collectivités locales*

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau de la fiscalité locale

Circulaire du 28 avril 2006 relative au service d'élimination des déchets ménagers – articles 100 à 104 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006

NOR : MCTB0600046C

Le ministre délégué aux collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets de département (métropole et DOM).

La présente circulaire complète les circulaires NOR : INTB0000249C du 10 novembre 2000, NOR : LBLB0210002C du 13 juin 2002 et NOR : MCTB0510008C du 15 juillet 2005.

La présente circulaire commente les nouvelles dispositions issues de la loi de finances initiale pour 2006 relatives au financement du service d'élimination des déchets ménagers et en particulier celles relatives aux modalités de prorogation exceptionnelle du régime transitoire.

Je souhaite attirer tout spécialement votre attention sur le fait que, en l'absence de connaissance précise des communes ou groupements de communes pouvant bénéficier d'une prorogation automatique du régime transitoire et en raison des délais de délibération accordés par le législateur aux collectivités locales pour bénéficier d'une prorogation sur décision préfectorale, les services fiscaux ont émis des états 1259 TEOM au profit de toutes les communes et groupements de communes qui bénéficiaient du régime transitoire en 2005.

Il appartient donc aux services préfectoraux de retenir tous les états 1259 TEOM émis au profit d'entités qui n'entrent pas dans l'une de ces deux situations et qui n'ont plus, par conséquent, le droit de percevoir la TEOM en 2006. Dans ce cas, ces états seront retournés aux pôles de fiscalité directe locale, accompagnés d'une note des services préfectoraux mentionnant que ces collectivités territoriales ne peuvent bénéficier d'une prorogation exceptionnelle du régime transitoire en 2006. Ces éléments ainsi transmis permettront aux services fiscaux de mettre à jour les fichiers de taxation de TEOM.

Pour toute difficulté dans l'application de cette circulaire, les services préfectoraux peuvent saisir la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau de la fiscalité locale.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

D. SCHMITT

I. – MODIFICATION DE CERTAINES DATES LIMITES DE DÉLIBÉRATION

A. – APPLICATION DU RÉGIME DÉROGATOIRE PAR LES EPCI À FISCALITÉ PROPRE CRÉÉS *EX NIHILO*

1. **Champ d'application**
2. **Modalités d'application**
3. **Exemple d'application**

B. – MISE A JOUR DES ZONAGES EN CAS DE RATTACHEMENT DE COMMUNES OU DE GROUPEMENTS DE COMMUNES

1. **Champ d'application**
2. **Modalités d'application**
3. **Exemples d'application**

II. – EXTENSION DU BÉNÉFICE DE CERTAINS DISPOSITIFS AUX SYNDICATS

A. – PLAFONNEMENT DES VALEURS LOCATIVES

1. **Champ d'application**
2. **Modalités d'application**

B. – ZONAGE AUTOUR D'UNE INSTALLATION DE TRANSFERT OU D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS MÉNAGERS

1. **Champ d'application**
2. **Modalités d'application**

III. – REPORTS EXCEPTIONNELS DE L'EXPIRATION DU RÉGIME TRANSITOIRE

A. – PROLONGATION EXCEPTIONNELLE SUR DÉCISION PRÉFECTORALE DU RÉGIME TRANSITOIRE INSTITUÉ EN 1999

1. **Champ d'application**
2. **Modalités d'application**
3. **Exemple d'application**

B. – INSTITUTION D'UN NOUVEAU RÉGIME TRANSITOIRE DE PORTÉE RESTREINTE

1. **Champ d'application**
2. **Modalités d'application en 2006**
3. **Modalités d'application en 2007**
4. **Exemple d'application**

IV. – MISE A JOUR DU RÉGIME DE LA REDEVANCE SPÉCIALE

A. – INSTITUTION ET PERCEPTION DE LA REDEVANCE SPÉCIALE PAR LES SYNDICATS MIXTES

B. – INSTITUTION ET PERCEPTION DE LA REDEVANCE SPÉCIALE PAR LES SYNDICATS MIXTES PERCEVANT LA REOM SUR LE TERRITOIRE D'EPCI MEMBRES PERCEVANT LA TEOM DANS LE CADRE DU RÉGIME DÉROGATOIRE

1. **Champ d'application**
2. **Modalités d'application**

C. – EXONÉRATION DE TEOM DES PERSONNES ASSUJETTES A LA REDEVANCE SPÉCIALE

I. – MODIFICATION DE CERTAINES DATES LIMITES DE DÉLIBÉRATION

A. – APPLICATION DU RÉGIME DÉROGATOIRE PAR LES EPCI À FISCALITÉ PROPRE CRÉÉS *EX NIHILO*

Les dispositions du deuxième alinéa du II de l'article 1639 A *bis* du code général des impôts (CGI) autorisent les EPCI à fiscalité propre qui ne résultent ni d'une transformation ni d'une substitution de groupement préexistant à prendre un certain nombre de délibérations afférentes à la TEOM jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de leur création.

L'article 1609 *nonies* A *ter* du CGI ne figurant pas dans cette liste, ces groupements n'avaient pas la faculté d'appliquer le régime dérogatoire dès leur première année d'existence.

Les dispositions du 1° du I de l'article 102 de la loi de finances pour 2006 ont modifié l'article 1639 A *bis* du CGI afin de reporter du 15 octobre de l'année de création au 15 janvier de l'année qui suit, la date limite de délibération en matière de régime dérogatoire pour les EPCI à fiscalité propre créés *ex nihilo*. Ces dispositions sont applicables à compter des impositions établies au titre de l'année 2006.

1. Champ d'application

1. Ces dispositions concernent les communautés urbaines, les communautés d'agglomération et les communautés de communes créées *ex nihilo* qui disposent de l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » et qui adhèrent, concomitamment à leur création, à un syndicat mixte pour l'ensemble de la compétence susmentionnée.

Elles concernent également les communautés urbaines, les communautés d'agglomération et les communautés de communes créées *ex nihilo*, qui disposent de l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » et dont au moins une commune membre avait préalablement transféré l'ensemble de cette compétence à un syndicat mixte, lorsque la création de la communauté emporte non pas retrait de la (ou des) commune(s) du syndicat mais substitution de la communauté à ses communes membres au sein du syndicat (cf. fiche 5 de l'annexe I de la circulaire NOR : INTB000197C du 5 juillet 2001 relative à la mise en œuvre de la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale et circulaire du 25 avril 2006 relative aux incidences juridiques de la qualification des compétences obligatoires, optionnelles ou facultatives).

Important : Dans ces deux situations, il est impératif que le syndicat soit mixte à la date du 1^{er} juillet qui précède la création *ex nihilo* de l'EPCI. L'article 1609 *nonies A ter* du CGI fait en effet expressément référence, d'une part, à un syndicat mixte et, d'autre part, à la date du 1^{er} juillet. Par conséquent, lorsqu'à la suite de la création *ex nihilo* d'un EPCI intervenant postérieurement au 1^{er} juillet, un syndicat de communes devient syndicat mixte par application du mécanisme de représentation-substitution, cet EPCI n'est pas en mesure de mettre en œuvre le régime dérogatoire la première année qui suit celle de sa création.

2. Les communautés et syndicats d'agglomération nouvelle dans les mêmes situations sont également susceptibles d'être concernés par cette disposition.

2. Modalités d'application

Les EPCI à fiscalité propre concernés ont la possibilité de délibérer jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de leur création :

- soit pour instituer et percevoir la TEOM pour leur propre compte si le syndicat mixte n'avait pris, au 1^{er} juillet précédent, aucune délibération lui permettant de percevoir la TEOM ou la REOM au titre de l'année qui suit celle de la création de l'EPCI ;
- soit pour se substituer à ce syndicat mixte pour la perception de cette taxe si ce dernier l'avait lui-même préalablement instituée.

L'année de création est celle au cours de laquelle l'arrêté de création a été signé par le préfet compétent.

Les modalités d'application du régime dérogatoire ne comportent ensuite aucune spécificité par rapport aux règles commentées dans la circulaire NOR : LBLB0210002C du 13 juin 2002.

Nota bene :

1. En revanche, les EPCI à fiscalité propre existants qui se dotent de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » doivent veiller à ce que le transfert de compétence soit prononcé avant le 15 octobre afin de pouvoir instituer et/ou percevoir la TEOM dès leur première année d'exercice de la compétence, le cas échéant dans le cadre du régime dérogatoire. Ces groupements de communes, dont les organes fonctionnent l'année précédant le transfert de la compétence, ne bénéficient en effet d'aucun report de date limite de délibération au 15 janvier.

2. A défaut de délibération du syndicat mixte et de l'EPCI à fiscalité propre créé *ex nihilo* à la date du 16 janvier de l'année qui suit celle de la création, les délibérations adoptées par les communes et les EPCI dissous restent applicables l'année qui suit celle de la création. Dans ce cas, le nouvel EPCI perçoit, le cas échéant, la TEOM en lieu et place des EPCI dissous.

3. Exemple d'application

Considérons une communauté de communes créée *ex nihilo* au 15 décembre 2005. Cette communauté de communes est dotée de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers ». Elle est composée de dix communes dont huit avaient préalablement transféré la compétence précitée à un syndicat mixte.

L'état antérieur de la législation ne permettait à cette communauté de communes que d'instituer, avant le 16 janvier 2006, la TEOM sur le territoire des deux communes qui n'avaient pas préalablement transféré la compétence au syndicat mixte.

Elle peut désormais opter pour l'application du régime dérogatoire sur les territoires des huit autres communes dès sa première année d'existence.

Deux situations peuvent alors se présenter :

- si le syndicat mixte a institué la TEOM avant le 1^{er} juillet 2005, la communauté de communes peut délibérer jusqu'au 15 janvier 2006 pour percevoir dès 2006 cette taxe en lieu et place du syndicat mixte ;
- si le syndicat mixte n'avait institué, à la date du 1^{er} juillet 2005, ni la TEOM, ni la REOM pour l'année 2006, la communauté de communes a la possibilité de délibérer jusqu'au 15 janvier 2006 pour instituer et percevoir dès 2006 la TEOM.

Nota bene : si les huit communes susmentionnées avaient transféré la compétence non pas à un syndicat mixte mais à un syndicat de communes, la communauté de communes, compte tenu de sa date de création, n'aurait pas eu la possibilité d'opter pour le régime dérogatoire dès sa première année d'existence dès lors que le syndicat devient syndicat mixte postérieurement au 1^{er} juillet 2005.

B. – MISE À JOUR DES ZONAGES EN CAS DE RATTACHEMENT DE COMMUNES OU DE GROUPEMENTS DE COMMUNES

Les dispositions du premier alinéa du 1 du II de l'article 1639 A *bis* du CGI fixent, de manière générale, au 15 octobre la date limite de délibération en matière de TEOM.

Les adhésions de commune (s) et/ou d'EPCI à un groupement de communes ayant généralement lieu postérieurement au 15 octobre, les collectivités concernées n'étaient pas en mesure de mettre à jour leurs différents zonages de perception de la TEOM dans les délais prescrits.

Les dispositions du 2^o du I de l'article 102 de la loi de finances initiale pour 2006 ont complété l'article 1639 A *bis* du CGI afin de permettre, sous certaines réserves, aux groupements de communes qui accueillent de nouveaux membres de délibérer jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit ce rattachement pour :

- mettre à jour leur zonage pour service rendu ;
- mettre à jour leur zonage de mise en œuvre du mécanisme de lissage des taux de TEOM ;
- confirmer, sans en étendre ni en réduire le rayon, les zones spécifiques autour des installations de transfert et d'élimination des déchets ménagers instituées par leurs nouveaux membres.

Ces dispositions s'appliquent à compter des impositions établies au titre de l'année 2006.

Les commentaires suivants complètent et, le cas échéant, remplacent ceux qui figurent au 3 du B du VI et au 1 du C du VII de la partie III de la circulaire NOR : MCTB0510008C du 15 juillet 2005.

1. Champ d'application

1. Ces dispositions concernent en premier lieu les communautés urbaines, les communautés d'agglomération et les communautés de communes compétentes qui ont institué la TEOM.

Les communautés et syndicats d'agglomération nouvelle qui ont institué cette taxe pourront également bénéficier de ce report de date limite de délibération.

2. Les syndicats de communes et les syndicats mixtes qui détiennent l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » et exercent au moins la collecte sont également susceptibles d'appliquer cette mesure.

3. Les communes et EPCI à fiscalité propre cités dans le 1, lorsqu'ils sont membres d'un syndicat mixte et perçoivent la TEOM pour leur propre compte en application du régime dérogatoire, entrent dans le champ d'application de cette disposition.

Important : en revanche, les EPCI à fiscalité propre cités dans le 1 qui, dans le cadre du régime dérogatoire, perçoivent la TEOM en lieu et place d'un syndicat mixte n'entrent pas dans le champ d'application de ces dispositions. Ils ne sont en effet compétents que pour définir le (ou les) taux de la taxe. Toutes les autres délibérations afférentes à la TEOM restent de la compétence du syndicat mixte.

Dès lors, l'adoption des délibérations afférentes aux modalités de rattachement d'une commune à un EPCI à fiscalité propre faisant application de ces dispositions relève, comme toutes les autres délibérations afférentes à la TEOM, du comité syndical.

Il convient donc d'appeler l'attention des élus locaux sur la nécessaire coordination entre le syndicat mixte et l'EPCI à fiscalité propre pour définir les modalités de rattachement d'une commune à cet EPCI dès lors que ce dernier fait application du régime dérogatoire prévu au b de l'article 1609 *nonies A ter* du CGI.

2. Modalités d'application

Lorsqu'un groupement de communes (EPCI ou syndicat mixte) accueille de nouveaux membres (communes ou EPCI), il aura désormais la possibilité de délibérer jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de l'adhésion pour mettre à jour les zones de perception de la

TEOM définies sur le territoire des nouveaux adhérents, qu'il s'agisse de zones pour service rendu, de zones pour lissage des taux de TEOM ou encore de zones spécifiques autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets ménagers.

Important : ces délibérations ne pourront toutefois pas délimiter des zones infracommunales ou des zones supracommunales différentes de celles définies sur le territoire de la commune ou de l'EPCI antérieurement à son rattachement.

Un groupement de communes qui accueille de nouveaux membres sera alors en mesure jusqu'au 15 janvier qui suit le rattachement :

- de confirmer les zones applicables sur les périmètres de ses nouveaux membres au cours de l'année d'adhésion. Ces zones peuvent, le cas échéant, être infracommunales ou supracommunales. Cette confirmation peut prendre la forme d'un rattachement de ces zones à des zones de même nature définie sur le périmètre du groupement avant le rattachement ;
- de créer de nouvelles zones de perception. Le périmètre de chacune de ces nouvelles zones ne peut en aucun cas être infracommunal ou supracommunal.

L'année de rattachement est celle au cours de laquelle l'arrêté préfectoral prononçant ce rattachement a été signé par le préfet compétent.

A défaut de délibération, les zones définies sur le territoire de la commune ou de l'EPCI avant son rattachement seront supprimées et un taux unique de TEOM s'appliquera sur l'ensemble du territoire des nouveaux adhérents pendant l'année qui suit celle de leur adhésion.

Nota bene : ce report exceptionnel de date de délibération ne peut en aucun cas permettre à un groupement de communes d'opter pour l'application de l'un des trois dispositifs précités sur le périmètre qui était le sien avant l'adhésion de ses nouveaux membres.

Il n'est en revanche pas nécessaire que le groupement de communes applique l'un de ces dispositifs avant le rattachement de ses nouveaux membres pour qu'il soit en mesure de le mettre en œuvre sur leurs territoires (*cf.* exemple 2 ci-après).

3. Exemples d'application

1. Considérons une communauté de communes compétente en matière d'élimination des déchets ménagers qui accueille trois nouvelles communes membres au 1^{er} janvier 2006. Cette communauté de communes perçoit la TEOM et a opté pour l'application d'un zonage pour service rendu.

L'une des trois nouvelles communes membres accueille sur son territoire une installation d'élimination des déchets ménagers autour de laquelle elle a institué une zone infracommunale d'un rayon de 500 mètres.

Aucune des trois communes n'a défini de zonage pour service rendu sur son périmètre.

L'état antérieur de la législation obligeait cette communauté de communes à délibérer avant le 15 octobre 2005 pour mettre à jour le zonage de perception de la TEOM sur le territoire des trois nouvelles communes adhérentes. A défaut, un taux unique de TEOM s'appliquait sur le territoire des trois nouvelles communes en 2006.

Cette communauté de communes peut désormais délibérer jusqu'au 15 janvier 2006 pour effectuer la mise à jour de ses zonages.

Elle peut ainsi :

- confirmer la zone spécifique de 500 mètres autour de l'installation d'élimination des déchets ménagers. Si elle ne le fait pas, cette zone est supprimée dès 2006 ;
- intégrer ses trois nouvelles communes membres dans son zonage pour service rendu. Cette intégration prendra la forme soit d'un rattachement, dans le respect des territoires communaux, à l'une ou l'autre des zones existantes sur le périmètre de la communauté de communes, soit d'une création par cette dernière d'une ou plusieurs zones dont le périmètre ne peut en aucun cas être infra ou supracommunal. A défaut d'intégration de ces trois communes dans le zonage pour service rendu de la communauté de communes, un taux unique de TEOM s'appliquera en 2006 sur le périmètre des trois communes rattachées ;
- mettre en œuvre le mécanisme de lissage des taux de TEOM exclusivement sur le périmètre de ses nouveaux membres afin de faire converger progressivement le taux applicable sur le territoire de chaque nouveau membre avec celui applicable sur la zone définie en fonction de l'importance du service rendu à laquelle il est rattaché. Le zonage afférent au lissage des taux ne peut définir de nouvelles zones infra ou supracommunales.

Remarque : si la communauté de communes procédait elle-même à un lissage des taux de TEOM de ses membres, elle devrait alors nécessairement intégrer ses trois nouvelles communes membres dans son

zonage de mise en œuvre du mécanisme de lissage des taux. A défaut, le taux de TEOM serait immédiatement unifié sur les territoires des trois communes.

2. Considérons la même communauté de communes, accueillant au 1^{er} janvier 2006 les trois mêmes communes, mais sans avoir préalablement mis en œuvre le dispositif de zonage pour service rendu sur son périmètre. Elle définissait donc un taux unique de TEOM qui s'appliquait sur l'ensemble de son périmètre.

Cette communauté de communes peut désormais délibérer jusqu'au 15 janvier 2006 pour :

- confirmer la zone spécifique de 500 mètres autour de l'installation d'élimination des déchets ménagers. Si elle ne le fait pas, cette zone est supprimée dès 2006 ;
- instituer un zonage pour service rendu sur le territoire de ses trois nouvelles communes membres. Ce zonage respecte nécessairement les périmètres communaux avec la création de trois zones au plus. L'ancien périmètre de la communauté de communes appartient nécessairement à une seule et même zone. Les critères retenus pour définir ce zonage doivent permettre de justifier un tel découpage du territoire communautaire au regard de l'importance du service rendu ;
- opter pour l'application du mécanisme de lissage des taux de TEOM afin de rapprocher progressivement les taux de TEOM des nouvelles communes membres du taux communautaire. Le zonage nécessaire à l'application de ce dispositif respecte impérativement les périmètres communaux. L'ancien périmètre de la communauté de communes appartient nécessairement à une seule et même zone.

II. – EXTENSION DU BÉNÉFICE DE CERTAINS DISPOSITIFS AUX SYNDICATS

L'article 101 de la loi de finances pour 2005 a autorisé, d'une part, les communes et leurs EPCI à plafonner les valeurs locatives des locaux à usage d'habitation assujettis à la TEOM et, d'autre part, les communes et leurs EPCI à fiscalité propre à instituer une zone de perception spécifique autour des installations de transfert et d'élimination des déchets ménagers.

L'article 100 de la loi de finances pour 2006 a étendu le bénéfice de ces dispositions à l'ensemble des groupements de communes.

A. – PLAFONNEMENT DES VALEURS LOCATIVES

Aux termes des dispositions du II de l'article 1522 du code général des impôts, les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale sont autorisés à plafonner, sur délibération, les valeurs locatives des locaux à usage d'habitation passibles de la TEOM et de chacune de leurs dépendances dans la limite d'un montant qui ne peut être inférieur à deux fois le montant de la valeur locative moyenne communale des locaux d'habitation.

Les syndicats mixtes n'étant pas des EPCI, ils n'étaient pas susceptibles d'appliquer cette disposition. Par voie de conséquence, ce dispositif ne pouvait pas être mis en œuvre sur le territoire des EPCI à fiscalité propre qui, dans le cadre du régime dérogatoire, perçoivent la TEOM en lieu et place d'un syndicat mixte dont ils sont membres.

Les dispositions du I de l'article 100 de la loi de finances pour 2006 complètent le II de l'article 1522 du CGI afin de permettre aux syndicats mixtes de plafonner, dès 2006, les valeurs locatives des locaux passibles de la TEOM situés sur leurs périmètres et, par voie de conséquence, sur le périmètre de leurs EPCI à fiscalité propre membres qui perçoivent la TEOM en leurs lieux et places dans le cadre du régime dérogatoire.

Les commentaires suivants se substituent aux seconds paragraphes des points 2 et 3 du A du III de la partie III de la circulaire NOR : *CTB0510008C* du 15 juillet 2005.

1. Champ d'application

Ces dispositions concernent les syndicats mixtes qui, disposant de l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers », exercent au moins la collecte et ont institué la TEOM.

2. Modalités d'application

Les modalités d'application sont identiques à celles décrites dans le B du III de la partie III de la circulaire NOR : *MCTB0510008C* du 15 juillet 2005.

S'agissant des EPCI à fiscalité propre qui perçoivent la TEOM en lieu et place d'un syndicat mixte dont ils sont membres, le plafonnement des valeurs locatives relève, sur leur périmètre, de la compétence du comité syndical.

Cas particulier de l'année 2006 : afin de permettre aux syndicats mixtes de mettre en œuvre ce dispositif dès l'année 2006, le législateur a reporté, à titre exceptionnel, la date limite de délibération du 15 octobre 2005 au 1^{er} février 2006 inclus.

B. – ZONAGE AUTOUR D'UNE INSTALLATION DE TRANSFERT OU D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS MÉNAGERS

Afin de faciliter l'implantation des installations de transfert et d'élimination des déchets prévues par un plan départemental d'élimination des déchets ménagers, l'article 101 de la loi de finances initiale pour 2005 a prévu la possibilité pour les communes et leurs EPCI à fiscalité propre de définir une zone, d'un rayon d'un kilomètre au plus, sur laquelle ils votent un taux de TEOM différent.

Les syndicats de communes et les syndicats mixtes n'étant pas des EPCI à fiscalité propre, ils ne pouvaient pas instituer une zone spécifique autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets ménagers. Par voie de conséquence, ce dispositif ne pouvait également pas être mis en œuvre sur le territoire des EPCI à fiscalité propre qui, dans le cadre du régime dérogatoire, perçoivent la TEOM en lieu et place d'un syndicat mixte dont ils sont membres.

Les dispositions du II de l'article 100 de la loi de finances pour 2006 complètent l'article 1609 *quater* du CGI afin de permettre aux syndicats de communes et syndicats mixtes d'instituer sur leur périmètre, à compter des impositions dues au titre de l'année 2007, une zone d'un rayon d'un kilomètre au plus autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets sur laquelle ils votent un taux de TEOM différent.

Par voie de conséquence, les syndicats mixtes seront également en mesure d'instituer une telle zone sur le périmètre de leurs EPCI à fiscalité propre membres qui perçoivent la TEOM en leurs lieux et places dans le cadre du régime dérogatoire.

Les commentaires suivants se substituent au 2 du A du V de la partie III de la circulaire NOR : *MCTB0510008C* du 15 juillet 2005.

1. Champ d'application

Ces dispositions concernent les syndicats de communes et les syndicats mixtes qui, disposant de l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers », exercent au moins la collecte et ont institué la TEOM.

2. Modalités d'application

Les modalités d'application, et en particulier les conditions de mise en œuvre, sont identiques à celles décrites dans le B du V de la partie III de la circulaire NOR : *MCTB0510008C* du 15 juillet 2005.

S'agissant des EPCI qui perçoivent la TEOM en lieu et place d'un syndicat mixte dont ils sont membres, l'institution de la zone autour de l'installation de transfert ou d'élimination relève, sur leur périmètre, de la compétence du comité syndical.

Erratum : contrairement aux commentaires figurant au quatrième paragraphe du 2 du B du V de la partie III de la circulaire NOR : *MCTB0510008C* du 15 juillet 2005, les communautés de communes issues de la transformation à périmètre constant d'un syndicat de communes qui percevait la TEOM ne sont pas en mesure d'instituer une telle zone jusqu'au 31 mars de l'année qui suit celle de leur création. L'article 1609 *quinquies* C du CGI précise en effet que de tels EPCI ne sont pas en mesure de modifier les règles d'établissement de la TEOM au cours de leur première année d'existence.

Ainsi, ces zones doivent nécessairement être instituées par la communauté de communes avant le 15 octobre de l'année de transformation pour être applicable l'année qui suit cette transformation.

III. – REPORTS EXCEPTIONNELS DE L'EXPIRATION DU RÉGIME TRANSITOIRE

La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale a entendu rationaliser les périmètres d'organisation ainsi que les conditions de financement du service d'élimination des ordures ménagères.

Ainsi, en matière d'organisation, elle a distingué deux missions, la collecte et le traitement, au sein de cette compétence. Seuls les transferts de l'ensemble de la compétence ou de la seule mission traitement sont autorisés.

En matière de financement, seule la collectivité qui bénéficie de l'ensemble de la compétence et assure au moins la collecte des déchets ménagers est en principe à même d'instituer et de percevoir cette taxe ou cette redevance.

Toutefois, un régime transitoire a été institué afin de laisser le temps aux communes et à leurs groupements de se mettre en conformité avec les nouveaux principes qui régissent le financement de l'élimination des déchets ménagers.

Ce régime a permis la perception de la TEOM ou de la REOM sur la base de délibérations adoptées avant le 12 juillet 1999 par des communes ou des groupements de communes qui avaient transféré la compétence et donc n'assumaient plus aucune charge. Il a été prolongé à plusieurs reprises, et pour la dernière fois en loi de finances pour 2003.

Ce régime a expiré le 31 décembre 2005.

Le Parlement a toutefois estimé nécessaire d'accorder une prorogation exceptionnelle d'un an de ce régime dans deux situations particulières de non-conformité aux dispositions de la loi du 12 juillet 1999 en matière de financement de l'élimination des déchets ménagers (*cf.* téléx DGCL du 26 décembre 2005).

A. – PROLONGATION EXCEPTIONNELLE SUR DÉCISION PRÉFECTORALE DU RÉGIME TRANSITOIRE INSTITUÉ EN 1999

L'article 101 de la loi de finances pour 2006 prévoit que les préfets auront la possibilité d'autoriser à titre exceptionnel les communes membres d'un syndicat de communes à continuer de percevoir en 2006 la TEOM ou la REOM sur le fondement de délibérations adoptées avant le 12 juillet 1999 (loi Chevènement) et appliquées depuis lors dans le cadre du régime transitoire.

Le législateur a en effet souhaité prendre en considération la situation des syndicats de communes dont les communes membres ne sont pas parvenues à mener à son terme en 2005 une procédure de transformation en syndicat mixte.

1. Champ d'application

Ces dispositions concernent les communes qui ont transféré l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » à un syndicat de communes qui assure au moins la collecte de ces déchets et n'a institué ni la TEOM ni la REOM.

Ce syndicat a ainsi laissé chacune de ses communes membres percevoir entre 2000 et 2005 soit la taxe soit la redevance sur le fondement d'une délibération adoptée avant le 12 juillet 1999 dans le cadre du régime transitoire institué en 1999.

2. Modalités d'application

Pour que ses communes membres puissent bénéficier de cette disposition, le comité du syndicat de communes doit adopter avant le 15 février 2006 une délibération de principe par laquelle il approuve sa transformation en syndicat mixte par le mécanisme de représentation-substitution (dernier alinéa de l'article L. 5214-21 du CGCT).

Cette transformation peut ainsi être opérée de deux manières différentes :

- soit par la création *ex nihilo* d'une communauté de communes bénéficiant de l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » et comprenant dans son périmètre au moins l'une des communes membres du syndicat ;
- soit en dotant une communauté de communes déjà existante sur le périmètre du syndicat de la compétence susmentionnée.

En revanche, cette transformation ne peut pas être le résultat de l'adhésion d'un EPCI dont aucune commune n'était préalablement membre du syndicat de commune. L'article 101 de la loi de finances pour 2006 vise en effet très précisément le mécanisme de représentation-substitution prévu pour les communautés de communes au dernier alinéa de l'article L. 5214-21 du CGCT.

L'intérêt de cette transformation en syndicat mixte est d'étendre aux communes membres du syndicat le bénéfice du régime dérogatoire de l'article L. 2333-76 du CGCT ou de l'article 1609 *nomies* A *ter* du CGI par application du II de l'article 1520 du même code. Ces communes pourront ainsi, à l'instar des EPCI à fiscalité propre membre d'un syndicat mixte, instituer et percevoir la recette de leur choix dès lors que le syndicat devenu mixte n'a lui-même institué ni la TEOM, ni la REOM au 1^{er} juillet précédent (*cf.* circulaire NOR : *MCTB0510008C* du 15 juillet 2005 sur l'extension du régime dérogatoire aux communes adhérentes directes d'un syndicat mixte).

Une fois cette délibération adoptée, il appartient alors au préfet d'accorder, ou non, la prorogation exceptionnelle du régime transitoire. Il pourra se prononcer notamment au vu des démarches déjà engagées par les communes et groupements de communes concernés pour transformer le syndicat de communes en syndicat mixte et/ou de la probabilité de finalisation d'une telle procédure au cours de l'année 2006.

La prorogation du régime transitoire de 1999 se matérialisera, dans les meilleurs délais, sous la forme d'un arrêté préfectoral qui fixera :

- la liste des communes autorisées à titre exceptionnel à percevoir la TEOM en 2006 sur le fondement de l'article 101 de la loi de finances pour 2006 et à en reverser le produit au syndicat sur le fondement des dispositions du B du I de l'article 16 de la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales ;
- la liste des communes autorisées en 2006 à titre exceptionnel à percevoir et reverser le produit de la REOM sur le fondement des dispositions du II de l'article 16 de la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux collectivités concernées, aux services locaux compétents du ministère des finances ainsi qu'au bureau de la fiscalité locale de la DGCL.

Important : pour que les communes qui bénéficient en 2006 de cette prorogation exceptionnelle du régime transitoire puissent instituer et percevoir la TEOM ou la REOM à compter du 1^{er} janvier 2007 dans le cadre du régime dérogatoire, il est indispensable que le syndicat de communes soit transformé en syndicat mixte avant le 1^{er} juillet 2006.

La communauté de communes et les communes membres du syndicat seront alors en mesure d'adopter dans les délais légaux la délibération instituant la TEOM (15 octobre 2006) ou la REOM (31 décembre 2006) afin de percevoir cette recette à compter du 1^{er} janvier 2007.

Cette prolongation exceptionnelle du régime transitoire ne sera en effet pas reconduite en 2007 et les communes perdront alors le bénéfice de la TEOM ou de la REOM si l'aboutissement de la procédure de transformation du syndicat ne leur a pas permis de bénéficier à temps du régime dérogatoire.

3. Exemple d'application

Considérons un syndicat de communes composé de dix communes.

Ce syndicat dispose de l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » et est responsable de leur collecte. Il n'a toutefois pas souhaité instituer une recette et a ainsi laissé à chacune de ses dix communes membres la possibilité de percevoir, dans le cadre du régime transitoire, la recette instituée avant le 12 juillet 1999. Six d'entre elles ont ainsi perçu la TEOM tandis que les quatre autres avaient choisi la REOM.

Ce régime transitoire a pris fin le 31 décembre 2005. Les dix communes ne sont donc plus en mesure de percevoir la recette instituée avant le 12 juillet 1999.

Par délibération du 10 février 2006, le comité syndical approuve le principe de la transformation du syndicat de communes en syndicat mixte par le mécanisme de représentation-substitution.

Considérant que cette transformation sera effective dans des délais très brefs, le préfet autorise, par arrêté du 1^{er} mars 2006, ces dix communes à percevoir en 2006 la recette qu'elles avaient instituée avant le 12 juillet 1999.

Ainsi, les six communes qui ont perçu la TEOM de 2000 à 2005 dans le cadre du régime transitoire pourront la percevoir en 2006 dans le cadre d'une prolongation exceptionnelle de ce régime accordée par le préfet. De même, les quatre communes qui avaient choisi la REOM la percevront en 2006.

Un arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2006 prononce la transformation du syndicat de communes en syndicat mixte suite au transfert de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » à une communauté de communes dont une commune membre au moins avait antérieurement délégué cette compétence au syndicat de communes.

Au 1^{er} juillet 2006, ce syndicat n'a institué ni la TEOM ni la REOM.

En application des dispositions du septième alinéa de l'article L. 2333-76 du CGCT et du II de l'article 1520 du CGI, ses communes membres sont donc en mesure d'instituer et percevoir pour leur propre compte, à compter des impositions dues au titre de l'année 2007, la REOM ou la TEOM dans le cadre du régime dérogatoire.

Les communes membres qui n'optent pas pour l'application du régime dérogatoire devront financer le service par le budget général en 2007.

B. — INSTITUTION D'UN NOUVEAU RÉGIME TRANSITOIRE DE PORTÉE RESTREINTE

Les dispositions de la loi du 12 juillet 1999 prohibent le transfert, par une commune ou un groupement de communes, des missions collecte et traitement des déchets ménagers à deux structures intercommunales différentes. Elles prévoient en outre que seule la collectivité qui dispose de l'ensemble de la compétence et assure au moins la collecte des déchets ménagers est en mesure d'instituer et percevoir la TEOM ou la REOM.

Ainsi seule l'application du régime transitoire permettait à des communes ou des groupements de communes qui avaient transféré la collecte à une structure intercommunale et le traitement à une autre de continuer à percevoir l'une de ces recettes en 2005. Si les modalités de transfert de la compétence n'ont pas été mises en conformité avec les dispositions de la loi du 12 juillet 1999, aucune collectivité ne pourra percevoir la TEOM ou la REOM en 2006.

Toutefois, suite à un arrêt du Conseil d'Etat intervenu le 5 janvier 2005 dans lequel le juge administratif rappelle l'interdiction de l'adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte, la résorption des transferts dits « en étoile » (transfert de la collecte des déchets ménagers à un groupement et du traitement à un second) a dû être interrompue dans un certain nombre de cas.

Le Sénat, qui a introduit une disposition autorisant notamment l'adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte pour la compétence « déchets ménagers » dans le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques, a inséré dans la loi de finances pour 2006 un article 103 instituant un nouveau régime transitoire d'un an au bénéfice des seules communes et groupements de communes qui se trouvaient en situation de transfert en étoile au profit de deux syndicats mixtes au moment où l'arrêt du Conseil d'Etat est intervenu.

Toute commune ou groupement de communes se trouvant dans cette situation de transfert en étoile au profit de deux syndicats mixtes au 5 janvier 2005 bénéficie donc automatiquement de ce régime transitoire.

1. Champ d'application

Ces dispositions concernent les communes, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les communautés de communes, les syndicats de communes ainsi que les communautés et syndicats d'agglomération nouvelle qui, à la date du 5 janvier 2005, avaient transféré la collecte des déchets ménagers à un syndicat mixte et le traitement de ces déchets à un second syndicat mixte.

Le syndicat mixte compétent pour la collecte n'est pas membre du syndicat mixte compétent pour le traitement.

Il s'agit donc d'une situation de transfert « en étoile » au profit de deux syndicats mixtes.

2. Modalités d'application en 2006

A titre exceptionnel, les communes et leurs groupements qui entrent dans le champ d'application défini au 1^{er} bénéficient automatiquement d'un nouveau régime transitoire de financement de l'élimination des déchets ménagers institué par l'article 103 de la loi de finances pour 2006.

Les modalités d'application de ce nouveau régime transitoire sont strictement identiques à celles du régime transitoire institué par l'article 16 de la loi du 28 décembre 1999 et qui a pris fin le 31 décembre 2005.

Ainsi, les communes et groupements précités qui ont perçu la TEOM ou la REOM au titre des années 2000 à 2005 sur le fondement de délibérations adoptées avant le 12 juillet 1999 (date de promulgation de la loi sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale) pourront à nouveau percevoir cette taxe ou cette redevance en 2006 sur le fondement des mêmes délibérations.

Afin d'assurer le financement du service, les communes et groupements de communes qui percevront en 2006 le produit de la TEOM ou de la REOM sans assurer au moins la collecte des déchets des ménages devront procéder à un reversement de ce produit au profit des syndicats mixtes qui assurent le service.

3. Modalités d'application en 2007

L'institution de ce nouveau régime transitoire est exclusivement justifiée par l'impossibilité juridique de résoudre les transferts « en étoile » au profit de deux syndicats mixtes.

Le Parlement devrait adopter au cours de l'année 2006 la disposition permettant à un syndicat mixte d'adhérer à un autre syndicat mixte pour un nombre limité de compétences au nombre desquelles figure l'élimination des déchets ménagers.

Il convient dès lors d'anticiper cette modification de la législation afin d'être en mesure de résorber le transfert « en étoile » dès l'adoption définitive de la disposition précitée.

La solution pourrait consister à prononcer successivement le même jour le retrait des communes ou EPCI du syndicat mixte en charge du traitement des déchets, puis le transfert par chaque commune ou EPCI de la mission « traitement des déchets ménagers » au syndicat mixte en charge de la collecte de ces déchets et enfin l'adhésion de ce dernier au syndicat mixte en charge du traitement de ces déchets (cf. exemple ci-dessous).

Le syndicat mixte en charge de la collecte des déchets ménagers serait alors à même d'instituer soit la TEOM, soit la REOM avant le 1^{er} juillet 2006 pour une perception à compter du 1^{er} janvier 2007.

Si le syndicat mixte délibère entre le 1^{er} juillet et le 15 octobre 2006 pour instituer et percevoir la TEOM, ou entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2006 pour percevoir la REOM, cette délibération ne s'appliquera qu'à compter du 1^{er} janvier 2008 sur le territoire des communes et EPCI à fiscalité propre membres du syndicat mixte qui n'auront institué ni la TEOM, ni la REOM ou qui auront rapporté leur délibération dans les délais légaux.

Lorsque le syndicat mixte n'a institué aucune de ces recettes au 1^{er} juillet 2006, ses communes et EPCI à fiscalité propre membres ont en effet la possibilité d'instituer chacun pour leur propre compte la recette de leur choix dans le cadre du régime dérogatoire.

4. Exemple d'application

Considérons une commune et une communauté de communes qui, à la date du 5 janvier 2005, ont transféré la collecte des déchets ménagers à un syndicat mixte A.

Cette commune et cette communauté de communes ont par ailleurs transféré, à la même date, le traitement des déchets ménagers à un syndicat mixte B.

Le syndicat mixte A n'est pas membre du syndicat mixte B.

Entre 2000 et 2005, la commune a perçu la REOM dans le cadre du régime transitoire tandis que la communauté de communes percevait la TEOM dans ce même cadre.

Cette commune et cette communauté de communes sont donc bien en situation de transfert « en étoile » au profit de deux syndicats mixtes.

Comme aucune structure ne dispose de l'ensemble de la compétence, aucune d'entre elles n'était en mesure d'instituer la TEOM ou la REOM pour 2006.

Aux termes de l'article 103 de la loi de finances pour 2006, cette commune et cette communauté de communes bénéficient automatiquement d'un nouveau régime transitoire d'un an qui leur permet de continuer à percevoir respectivement la REOM et la TEOM en 2006.

Proposition de méthode de résorption du transfert « en étoile »

Une fois que la disposition autorisant l'adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte pour la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » aura été définitivement adoptée par le Parlement, le préfet pourrait, pour désorganiser le moins possible le service, prononcer successivement le même jour :

- le retrait de la commune et de la communauté de communes du syndicat mixte B. La mission « traitement » reviendrait donc au niveau de la commune et de la communauté de communes ;
- le transfert par la commune et par la communauté de communes de la mission « traitement des déchets ménagers » au syndicat mixte A ;
- l'adhésion du syndicat mixte A au syndicat mixte B pour le seul traitement des déchets ménagers.

Le syndicat mixte A sera alors en mesure d'instituer la recette de son choix ou de s'en abstenir afin de laisser la commune et la communauté de communes instituer la TEOM ou la REOM pour leur propre compte dans le cadre du régime dérogatoire.

IV. – MISE A JOUR DU RÉGIME DE LA REDEVANCE SPÉCIALE

Le produit de la redevance spéciale est destiné à financer l'élimination des déchets assimilés aux déchets ménagers, déchets qui en raison de leur nature et de leur quantité, ne peuvent être distingués de ceux produits par les ménages (déchets produits par les artisans, commerçants, professions libérales, collectivités, etc.).

Son institution est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 1993 dès lors que la collectivité compétente n'a pas institué la REOM.

A. – INSTITUTION ET PERCEPTION DE LA REDEVANCE SPÉCIALE PAR LES SYNDICATS MIXTES

L'article L. 2333-78 du CGCT disposait que les communes et leurs EPCI qui n'ont pas institué la REOM instituent une redevance spéciale.

Les syndicats mixtes n'étant pas des EPCI, ils n'étaient en principe pas susceptibles d'instituer et percevoir cette redevance. Sa perception par un certain nombre d'entre eux avait toutefois été tolérée afin de permettre à ces structures de financer l'élimination des déchets assimilés aux déchets ménagers.

Le 1^o de l'article 104 de la loi de finances pour 2006 a modifié l'article L. 2333-78 du CGCT afin de prévoir l'institution et la perception de la redevance spéciale par les syndicats mixtes dans les mêmes conditions que les communes et leurs EPCI.

B. – INSTITUTION ET PERCEPTION DE LA REDEVANCE SPÉCIALE PAR LES SYNDICATS MIXTES PERCEVANT LA REOM SUR LE TERRITOIRE D'EPCI MEMBRES PERCEVANT LA TEOM DANS LE CADRE DU RÉGIME DÉROGATOIRE

La redevance spéciale et la REOM sont strictement incompatibles. Ainsi, une collectivité qui a institué la REOM ne peut plus instituer la redevance spéciale.

En raison de cette incompatibilité, l'application du régime dérogatoire pouvait rendre impossible l'institution de la redevance spéciale et, par conséquent, le financement de l'élimination des déchets assimilés aux déchets ménagers.

En effet, la redevance spéciale n'entre pas dans le champ du régime dérogatoire. Elle ne peut donc être instituée que par la commune ou le groupement de communes qui dispose de l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers » et est responsable de leur collecte.

Ainsi, lorsque la compétence précitée était transférée à un syndicat mixte, ce dernier était seul en mesure d'instituer la redevance spéciale.

Un problème se posait toutefois lorsque le syndicat mixte avait institué la REOM après avoir laissé ses EPCI membres instituer et percevoir la TEOM conformément aux dispositions du *a* de l'article 1609 *nonies A ter* du CGI (régime dérogatoire). Aucune des deux structures intercommunales n'était alors en mesure d'instituer la redevance spéciale.

Les dispositions du 2^o de l'article 104 de la loi de finances pour 2006 ont apporté une solution à cette situation en autorisant le syndicat mixte à instituer et percevoir la redevance spéciale sur un périmètre strictement limité à celui de ses communes et EPCI membres percevant la TEOM pour leur propre compte dans le cadre du régime dérogatoire.

1. Champ d'application

Ces dispositions concernent uniquement les syndicats mixtes qui perçoivent la REOM et qui comptent parmi leurs membres des communes et/ou des EPCI à fiscalité propre qui ont institué et perçoivent la TEOM pour leur propre compte dans le cadre du régime dérogatoire (*a* de l'article 1609 *nonies A ter* du CGI).

2. Modalités d'application

Les syndicats mixtes placés dans cette situation instituent par délibération la redevance spéciale sur un périmètre strictement limité à celui de leurs communes et EPCI membres percevant la TEOM pour leur propre compte dans le cadre du régime dérogatoire. Ils en fixent le tarif. Afin de lui assurer son caractère de redevance pour service rendu, le syndicat mixte doit élaborer des formules tarifaires qui tiennent compte des quantités de déchets enlevées par le service, selon le mode de présentation et le type de collecte mis en œuvre.

Il est rappelé que le juge administratif a qualifié le service financé par la redevance spéciale de service public industriel et commercial.

C. – EXONÉRATION DE TEOM DES PERSONNES ASSUJETTIES À LA REDEVANCE SPÉCIALE

Pour éviter une double imposition, les dispositions du second alinéa de l'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales autorisaient les collectivités compétentes à exonérer de TEOM les personnes assujetties à la redevance spéciale.

Or les redevables respectifs de la TEOM (le propriétaire ou l'usufruitier) et de la redevance spéciale (l'occupant des locaux) peuvent être différents.

Les dispositions du 3^o de l'article 104 de la loi de finances pour 2006 ont donc modifié l'article L. 2333-78 du CGCT afin de permettre aux collectivités compétentes d'exonérer de TEOM non plus les personnes assujetties à la redevance spéciale mais les locaux dont disposent les personnes assujetties à cette redevance.

IMMOBILIER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Secrétariat général

Circulaire du 14 avril 2006 relative à l'impact de la LOLF sur la gestion immobilière des bâtiments affectés aux services zonaux des systèmes d'information et de communication (SZSIC)

NOR : INTF0600044C

Références :

La circulaire NOR : INTFO200019C du 30 janvier 2002 relative à l'exploitation maintenance des bâtiments de la police nationale.

La circulaire NOR : INTF0500065C du 4 juillet 2005 concernant les opérations de valorisation sur le parc immobilier de l'État en 2005.

Résumé : la présente circulaire précise les nouveaux modes de prise en charge des dépenses d'exploitation, d'entretien et de maintenance des locaux des SZSIC ainsi que les modifications à apporter dans le STGPE dans le cadre de la mise en œuvre de la LOLF à compter du 1^{er} janvier 2006.

Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Monsieur le préfet de police, Monsieur le préfet, secrétaire général pour l'administration de la police de Paris, Madame et Messieurs les préfets de zone, Messieurs les préfets délégués pour la sécurité et la défense – SGAP, secrétaire général pour l'administration de la police.

Jusqu'à présent, les bâtiments des SZSIC relevaient de l'immobilier de la police nationale et étaient soumis à ce titre aux modalités de gestion fixées dans la circulaire relative à l'exploitation maintenance des bâtiments de la police nationale citée en référence.

La mise en œuvre de la LOLF au 1^{er} janvier 2006 modifie en partie les règles de prise en charge des dépenses d'exploitation, d'entretien et de maintenance des locaux affectés aux SZSIC définies dans la circulaire du 30 janvier 2002.

Les locaux des SZSIC ainsi que ceux affectés aux DRSIC sont désormais intégrés aux bâtiments de l'administration centrale, en cohérence avec le statut d'administration centrale délocalisée des services zonaux des SIC.

D'un point de vue budgétaire, les crédits concernant les travaux d'investissement (les charges du propriétaire) réalisés dans les bâtiments des SZSIC et des DRSIC sont désormais rattachés au programme CPPI – action 5 « affaires financières et immobilières » et gérés par le bureau des affaires immobilières de l'administration centrale (DEPAFI – SDAI – BAIAC). Les services considérés ne bénéficient donc plus des PZMI.

Cette nouvelle répartition ne concerne que les travaux d'investissement, à savoir les opérations de construction, de réhabilitation et d'extension qui sont réalisées sur les bâtiments des SZSIC et des DRSIC. Les dépenses de fonctionnement courant, comprenant notamment les TATE, ainsi que les opérations portant sur les installations de type antennes, radios, et autres équipements techniques (shelters par exemple) restent à la charge du budget global de chaque service zonal selon les modalités fixées dans la circulaire du 30 janvier 2002.

La mise en œuvre de ce nouveau dispositif s'effectue selon la procédure suivante :

- la DSIC procède en année N-1 à un recensement des besoins immobiliers (entretien, réhabilitation, extension et nouveaux locaux) auprès des services zonaux dont les propositions sont soumises préalablement pour expertise et avis aux SGAP (faisabilité technique et calendaire) ;
- sur la base de ces propositions, des entretiens de gestion seront conduits par la DSIC, avec la participation de la DEPAFI, afin de définir les besoins prioritaires dans le cadre de la programmation budgétaire de l'année N ;

- en liaison avec la DSIC-SDAG, la DEPAFI – SDAI est chargée de la programmation budgétaire ;
- le BAIAC procédera à des délégations de crédits, lesquels seront centralisés au niveau de chaque SGAP concerné sur l'UO 11 SZSIC/SGAP ;
- le suivi de l'exécution de ces dépenses par rapport à la programmation budgétaire sera examiné à l'occasion des réunions trimestrielles de dialogue de gestion qui sont déjà organisées par la DEPAFI-BAIPN avec chaque zone. À la suite de ces réunions, les dépenses relatives à l'immobilier des SZSIC feront l'objet d'un examen par les services compétents (la DEPAFI-BAIAC, la DSIC-SDAG, le SGAP et le SZSIC concernés) ;
- dans ce schéma d'organisation, les missions de contrôle des SGAP telles qu'elles sont définies dans la circulaire du 30 janvier 2002 restent inchangées. À ce titre, ils exerceront un contrôle sur l'utilisation des crédits délégués et assureront la conduite des opérations immobilières. Ils signaleront à l'administration centrale (DEPAFI et DSIC) les difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux, en particulier lorsque celles-ci pourront avoir des incidences financières. Enfin, ils continueront à adresser le compte rendu annuel à l'occasion de la préparation de la programmation budgétaire immobilière selon les modalités précisées dans la circulaire précitée.

D'un point de vue patrimonial, la circulaire du 4 juillet 2005 citée en référence précise que les installations gérées par les SZSIC, comme les antennes et les relais entrent dans le champ de la valorisation du patrimoine. Les bâtiments et locaux des SZSIC et DRSIC étant intégrés dans le patrimoine de l'administration centrale, il convient de procéder à la mise à jour des unités administratives concernées dans le STGPE.

La date d'achèvement de ces opérations de mise à jour, qui portent uniquement sur la modification du code attributaire 46 201 en 46 001, est fixée au 30 avril 2006. La procédure à suivre est la même que celle utilisée lors des opérations de fiabilisation des informations contenues dans le STGPE. Pour mémoire, il s'agit d'envoyer un formulaire de mise à jour (via le serveur à l'agent TGPE) précisant que le nouvel attributaire est : ministère de l'intérieur – services centraux (46 001) et non plus ministère de l'intérieur – police nationale (46 201).

Toutefois, les installations de type antennes, radios, et autres équipements techniques restent référencées sous le code attributaire – police nationale (46 201). Cette solution prévaut également lorsque des bâtiments abritant un SZSIC ou un SRSIC sont intégrés dans un ensemble immobilier (locaux d'un SGAP notamment), connu au STGPE sous un numéro unique d'unité administrative.

Dans tous les cas de figure, les gestionnaires de proximité continueront, comme en 2005, à effectuer les opérations de fiabilisation et de valorisation de ce patrimoine en étroite collaboration avec le correspondant SZSIC et le BAIAC pour les unités référencées dans les services centraux. Des droits spécifiques seront accordés au niveau départemental pour la mise à jour des données.

Pour ces unités administratives, les gestionnaires adresseront au BAIAC (correspondant STGPE : Xavier Caudoux tél. : 01-40-07-61-22, mail : xavier.caudoux@interieur.gouv.fr) une liste exhaustive des bâtiments concernés, précisant leur dénomination, leur adresse, ainsi que la personne détenant les éléments à présenter en cas d'audit. Un dossier contenant les éléments essentiels sera constitué à l'échelon central. À cette fin, les gestionnaires transmettront pour chaque unité les plans des bâtiments, les effectifs du site, la surface utile (en précisant le mode de calcul) et la fiche justificative du coefficient technique.

Il y a lieu de veiller avec un soin particulier à l'application de ces directives, en insistant sur l'importance de la restitution des informations vers l'échelon central suffisamment en amont pour assurer un suivi immobilier et budgétaire efficace des locaux concernés.

*Le directeur de l'évaluation
de la performance et des affaires
financières et immobilières,*

B. MUNCH

Copie : Paul Masseron, préfet, directeur de la modernisation et de l'action territoriale et Bernard Fitoussi, préfet, directeur des systèmes d'information et de communication.

PERSONNELS

PERSONNELS D'ÉTAT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Arrêté du 26 avril 2006 fixant les listes des services et directions de la police nationale et autres services assurant une mission de soutien de la police nationale pris en application du décret n° 2004-731 du 21 juillet 2004 portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale

NOR : INTC0630026A

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,

Vu le décret n° 2004-731 du 21 juillet 2004 portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale ;

Vu le décret n° 85-1057 du 2 octobre 1985 modifié relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté n° 2003-16676 du 31 décembre 2003 relatif à l'organisation de la préfecture de police,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La liste des directions et services mentionnée au deuxième alinéa de l'article 2 du décret du 21 juillet 2004 susvisé et permettant l'attribution d'une prime de résultats exceptionnels à titre collectif est fixée comme suit :

Au titre de la direction générale de la police nationale :

- les directions départementales de la sécurité publique ou en leur sein les circonscriptions de sécurité publique ou les unités spécialisées qui les composent,
- les services déconcentrés de la police aux frontières et leurs unités spécialisées – hors directions de la police aux frontières d'Orly et de Charles-de-Gaulle/Le Bourget,
- les compagnies républicaines de sécurité de service général, les compagnies autoroutières.

Au titre de la préfecture de police : commissariats centraux d'arrondissement de la préfecture de police : services de voie publique, services de police de quartier et services d'accueil, de recherches et d'investigation judiciaire.

Art. 2. – La liste des directions et services mentionnée au 2^e alinéa de l'article 2 du décret du 21 juillet 2004 susvisé et permettant l'attribution d'une prime de résultats exceptionnels à titre individuel est fixée comme suit :

Au titre de la direction générale de la police nationale : le cabinet et les services qui lui sont rattachés.

Les directions actives de la police nationale :

- inspection générale de la police nationale ;
- direction centrale de la sécurité publique ;
- direction centrale de la police judiciaire ;
- direction de la surveillance du territoire ;
- direction centrale de la police aux frontières ;
- direction centrale des renseignements généraux ;
- direction centrale des compagnies républicaines de sécurité ;
- direction de la formation de la police nationale ;
- service central de coopération technique internationale ;
- service de protection des hautes personnalités ;
- la direction de l'administration de la police nationale.

Au titre des services assurant une mission de soutien de la police nationale :

- les secrétariats généraux pour l'administration de la police nationale de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Rennes et Versailles ;

- les services administratifs et techniques de la police nationale des départements, territoires et collectivités d'outre-mer ;
- l'école nationale supérieure de police (ENSP) ;
- l'institut national de police scientifique (INPS).

Au titre de la préfecture de police :

- le cabinet du préfet de police ;
- les directions et services mentionnés au premier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté du 31 décembre 2003 susvisé ;
- les services rattachés au secrétariat général pour l'administration de la police de Paris mentionnés à l'article 4 de l'arrêté susvisé.

Art. 3. – L'arrêté du 11 juillet 2005 fixant les listes des services et directions de la police nationale et autres services assurant une mission de soutien de la police nationale pris en application du décret n° 2004-731 du 21 juillet 2004 portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale est abrogé.

Art. 4. – Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet au 1^{er} janvier 2006.

Fait à Paris, le 26 avril 2006.

*Le directeur général
de la police nationale,*
M. GAUDIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Arrêté du 27 avril 2006 modifiant l'arrêté du 7 décembre 2005 fixant le contenu et les modalités de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier-chef de police

NOR : INTC0600379A

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et le ministre de la fonction publique,

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale, notamment ses articles 15 et 24 ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2005 relatif à l'examen professionnel de période transitoire pour l'accès aux grades de brigadier et brigadier-chef de police ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2005 fixant le contenu et les modalités de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier-chef ;

Vu l'avis du comité technique paritaire central de la police nationale en date du 5 avril 2006,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Le troisième alinéa de l'article 14 de l'arrêté du 7 décembre 2005 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Les dispositions de cet article sont applicables jusqu'au 31 décembre 2009.

Article 2

Le directeur de l'administration de la police nationale et le directeur de la formation de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de sa publication au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait à Paris, le 27 avril 2006.

*Le ministre d'État, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*

Pour le ministre et par délégation :
*Le préfet, directeur de l'administration
de la police nationale,*
J. Fily

Le ministre de la fonction publique,

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du sous-directeur
de la gestion des ressources humaines :
*Le chef de bureau du recrutement
et de la formation,*
P. Coural

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Circulaire du 24 avril 2006 relative à la formation à l'unité
de valeur n° 2 pour l'accès au grade de brigadier-chef**

NOR : INTC0600046C

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire à Monsieur le préfet de police ; Mesdames et Messieurs les préfets de région et des départements de métropole et d'outre-mer ; Monsieur le préfet délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les îles Wallis-et-Futuna, haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances ; Monsieur le haut-commissaire de la République délégué du Gouvernement en Polynésie française ; Messieurs les préfets délégués pour la sécurité et la défense ; Madame et messieurs les directeurs et chefs des services centraux de la police nationale.

Cette circulaire a pour objet de préciser les contenus et les modalités de la formation préparatoire à l'unité de valeur n° 2 pour l'accès au grade de brigadier-chef prévue dans le protocole d'accord du 17 juin 2004 sur la réforme des corps et carrières de la police nationale.

La présente instruction fait suite à l'article 15-1° du décret du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application, relatif à l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier-chef de police et à l'arrêté du 7 décembre 2005 fixant le contenu et les modalités de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier-chef de police. Elle précise les modalités d'organisation et le contenu du stage préparatoire à l'intention des brigadiers de police candidats à l'unité de valeur n° 2 (UV2).

La vérification des conditions statutaires à remplir par le candidat est à la charge de la direction de l'administration de la police nationale, au moment de l'inscription.

Ce stage préparatoire est l'occasion, pour les brigadiers de police désireux d'accéder à de nouvelles fonctions de commandement et de gestion, de prendre conscience des responsabilités attachées au grade de brigadier-chef de police et d'acquiescer de nouvelles compétences dans la recherche d'un professionnalisme accru.

1. Modalités d'organisation du stage

Le stage préparatoire à l'UV2 constitue une action de formation à la fois préalable et obligatoire pour l'accès à l'examen oral permettant d'obtenir l'unité de valeur n° 2.

D'une durée de dix jours, la formation se déroule dans des structures de formation désignées par la direction de la formation de la police nationale.

Les fonctionnaires des services implantés outre-mer seront formés par les délégations régionales de formations desquelles ils dépendent.

Les stagiaires sont tenus au respect du règlement intérieur en vigueur au sein de la structure de formation concernée.

Chaque année, la direction de l'administration de la police nationale transmet avant le premier décembre, à la direction de la formation de la police nationale, la liste des brigadiers de police inscrits à l'examen professionnel de l'année N+ 1.

La répartition des candidats dans les structures de formation en charge de l'UV2 sera effectuée par le bureau de la formation continue (BFC) de la direction de la formation de la police nationale.

La liste de ces candidats sera adressée aux structures de formation qui pour chaque stage organisé se rapprocheront des bureaux de formation des directions d'emploi et positionneront avec eux les fonctionnaires sur les différentes sessions selon les quotas qu'ils auront établis.

À l'issue de la formation, la direction de la formation de la police nationale communique à la direction de l'administration de la police nationale la liste des candidats à l'UV2 ayant suivi la formation préparatoire.

Tout candidat s'engage à suivre le stage dans son intégralité et une absence supérieure à deux jours lui interdit l'accès à l'examen oral de l'UV2.

Aucun report de stage n'est admis. Toutefois, en cas de force majeure avérée, après avis de la direction d'emploi et appréciation de la situation par la direction de la formation de la police nationale, celle-ci propose une seule autre et ultime date de stage dans l'année concernée.

Tout renoncement à la formation de la part d'un candidat figurant comme inscrit sur les listes DAPN, devra immédiatement être porté à la connaissance de la DFPN par un rapport écrit.

Ce candidat ne sera pas admis à passer l'examen professionnel.

Le suivi de cette formation constitue une condition nécessaire et suffisante pour l'accès à l'examen professionnel prévu et dont la durée de validité des unités de valeur obtenues est fixée à trois ans.

2. Contenus du stage

L'objectif de la formation est d'accompagner les candidats dans la préparation à l'épreuve orale UV2, de les aider à se projeter dans ce que seront leurs activités d'encadrement, conformément aux dispositions prévues dans la réforme des corps et carrières et des évolutions de l'environnement :

- conseils sur sa tenue et sa présentation ;
- développement des compétences relatives au traitement des quinze activités principales d'encadrement ;
- aide méthodologique quant à la présentation de son analyse lors de l'oral.

Pour atteindre cet objectif, les domaines suivants sont traités :

Statut de brigadier-chef : rôles et fonctions :

- la description des fonctions et rôles d'un brigadier-chef, responsable d'une brigade.

La place et la posture du brigadier-chef dans l'institution police nationale :

- la posture d'un brigadier-chef crédible et légitime ;
- la gestion de l'intérim de son supérieur hiérarchique.

Le rôle de gestionnaire des activités de sa brigade :

- la préparation et la planification d'un dispositif ou des activités de la brigade ;
- la répartition des tâches et la formulation d'objectifs opérationnels ;
- l'évaluation des activités et résultats. Le rôle d'encadrement des ressources humaines du brigadier-chef :

- l'accueil des fonctionnaires ;
- le recadrage d'un collaborateur par rapport aux objectifs ou pratiques professionnelles ;
- l'animation d'un retour d'expérience ;
- le traitement des transgressions dans l'application des règles et des ordres.

Le rôle de communicateur du brigadier-chef :

- la négociation et la présentation d'un projet ou de propositions innovantes à la hiérarchie ;
- la transmission d'informations opérationnelles aux membres de sa brigade ;
- les activités de compte rendu à la hiérarchie. Le rôle de régulateur du brigadier-chef :
- l'écoute et le soutien d'un collaborateur ;
- la gestion des divergences et/ou conflits au sein d'une brigade.

Le directeur de la formation de la police nationale devra être tenu informé des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de ces dispositions.

Pour le ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire :
Le directeur général de la police nationale,
M. GAUDIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale
de la police nationale*

*Direction de l'administration
de la police nationale*

*Sous-direction de l'administration
générale et des finances*

*Bureau des rémunérations
et des régimes indemnitaires*

**Instruction du 26 avril 2006 relative à la prime de résultats
exceptionnels dans la police nationale**

NOR : INTC0630030J

Références :

- décret n° 2004-731 du 21 juillet 2004 portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale ;
- arrêté de 2006 fixant le montant et les modalités d'attribution d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale (arrêté prochainement publié au JO) ;
- arrêté du 26 avril 2006 fixant les listes des services et directions de la police nationale et autres services assurant une mission de soutien de la police nationale pris en application du décret n° 2004-731 du 21 juillet 2004 portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, à Monsieur le préfet de police, Madame et Messieurs les préfets de zone de défense Monsieur le préfet des Yvelines, secrétariat général pour l'administration de la police, Mesdames et Messieurs les préfets de département, Monsieur le préfet, haut-commissaire de la Nouvelle-Calédonie, Madame le préfet, haut-commissaire de la Polynésie française, Monsieur le préfet, représentant du Gouvernement à Mayotte, Madame et Messieurs les directeurs et chefs de services centraux de la police nationale, Monsieur le directeur de l'Ecole nationale supérieure de police, Monsieur le directeur de l'Institut national de police scientifique.

La présente instruction vise à préciser les conditions et les modalités de mise en œuvre en 2006 de la prime de résultats exceptionnels dans les services et les directions de la police nationale en application des dispositions de l'article 2 du décret n° 2004-731 du 21 juillet 2004 portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale et abroge la circulaire du 12 juillet 2005.

Dans le cadre de la loi de finances pour 2006, une enveloppe financière de 15 M € a été obtenue au titre du dispositif de valorisation des résultats exceptionnels des personnels et des services de la police nationale qui s'inscrit dans le cadre plus global de la réforme des corps et carrières de la police nationale visant à mieux reconnaître les métiers de la police nationale, à repositionner les corps et carrières, à moderniser la gestion des ressources humaines et à développer la motivation des personnels par le management par objectif et la mesure du résultat.

Le dispositif 2006 prolonge dans ses grandes lignes le dispositif 2005 tout en y apportant certaines inflexions découlant de l'évaluation à laquelle a donné lieu le dispositif depuis 2004.

**I. – LE DISPOSITIF DES PRIMES
DE RÉSULTATS EXCEPTIONNELS**

**A. – LA NATURE DE LA PRIME
DE RÉSULTATS EXCEPTIONNELS**

La prime de résultats exceptionnels peut être attribuée :

- à titre collectif : en fonction des résultats mesurés à partir d'indicateurs définis par le ministre de l'intérieur et obtenus par tout ou partie des personnels mentionnés à l'article 1^{er} du décret du 21 juillet 2004 et affectés dans l'un des services ou directions dont la liste est établie par arrêté ministériel ;
- à titre individuel, sous forme de récompenses :
 - à raison de la qualité des services rendus par un agent ou une équipe solidaire dans l'exercice de missions opérationnelles ou de soutien de la police nationale, pour les personnels susmentionnés affectés dans l'un des services ou directions dont la liste est établie par arrêté ministériel,
 - en cas de réussite dans la gestion d'un événement d'ampleur internationale ou nationale si les objectifs assignés par les responsables du dispositif de sécurité sont atteints.

B. – LES PERSONNELS CONCERNÉS

Ils sont définis à l'article 1^{er} du décret du 21 juillet 2004. Il s'agit des fonctionnaires et agents de l'Etat :

- soit appartenant à un corps actif, administratif, technique ou scientifique de la police nationale ;
- soit appartenant à d'autres corps ou catégories de personnels et affectés dans un service ou une direction de la police nationale ;
- soit sous contrat de droit public du ministère de l'intérieur et notamment les adjoints de sécurité.

Ainsi, quelle que soit leur situation administrative, les agents de l'Etat affectés dans un service de la police nationale peuvent tous prétendre au bénéfice de la prime de résultats exceptionnels. Il est donc nécessaire de veiller à valoriser chaque agent remplissant les conditions d'affectation et de service définies infra en dehors de toute considération de son lien statutaire ou contractuel avec l'Etat et de la nature de ses fonctions.

C. – LES SERVICES CONCERNÉS

Les personnels cités supra ne peuvent bénéficier des primes de résultats exceptionnels que s'ils appartiennent aux services et directions listés par arrêté ministériel joint à la présente instruction.

J'appelle votre attention sur l'existence de deux listes dans cet arrêté. En effet, seuls les services énumérés à l'article 1^{er} de cet arrêté peuvent prétendre aux versements de prime de résultats exceptionnels à titre collectif.

Toutefois, l'arrêté fixant les modalités d'attribution d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale prévoit que l'attribution d'une prime de résultats exceptionnels à titre collectif n'est pas exclusive de l'attribution d'une prime de résultats exceptionnels à titre individuel.

**II. – LES CONDITIONS ET LES MODALITÉS D'ATTRIBUTION
DES PRIMES DE RÉSULTATS EXCEPTIONNELS**

**A. – LA PRIME DE RÉSULTATS EXCEPTIONNELS
À TITRE COLLECTIF**

Il s'agit du volet le plus innovant du dispositif. Il repose sur le fait que des résultats significatifs en matière de lutte contre la délinquance peuvent certes être obtenus par l'implication individuelle de chaque agent, mais également par l'optimisation des ressources d'un service et par le renforcement de l'esprit d'équipe. Ce volet de la prime valorise des résultats objectifs globaux et s'appuie sur la culture policière liée à la polyvalence des fonctions et à la permanence du service.

Le principe consiste donc à identifier des services dont les missions, la taille et le nombre permettent une réelle comparaison entre eux sur la base d'indicateurs de mesure des résultats objectifs représentatifs du cœur de la mission du service, en cohérence avec les objectifs assignés pour 2006 aux préfets de département et au directeur général de la police nationale par circulaire NOR : INTC0600015C du 20 janvier 2006.

1. Les critères d'attribution

Les services et directions concernés par la prime de résultats exceptionnels attribuée à titre collectif sont définis dans une liste par arrêté ministériel joint à la présente instruction. Il s'agit :

- des directions départementales de la sécurité publique et de l'ensemble des unités qui leur sont rattachées ;

- des services déconcentrés de la police aux frontières et leurs unités spécialisées – hors directions de la police aux frontières d'Orly et de Charles-de-Gaulle/Le Bourget ;
- des compagnies républicaines de sécurité de service général et des compagnies autoroutières ;
- des commissariats centraux d'arrondissement de la direction de la police urbaine de proximité de la préfecture de police.

Ces services ont été choisis :

- parce qu'ils disposent d'entités comparables entre elles : ainsi les directions départementales seront comparées entre elles au sein de six strates différentes homogènes et les trois principaux services (voie publique ; police de quartier ; accueil, recherche et investigations judiciaires) des commissariats centraux d'arrondissement de la préfecture de police seront comparés entre eux. Il n'est en effet pas possible de mener une comparaison directe entre des directions départementales et commissariats centraux ni entre directions départementales de départements de moins de 200 000 habitants et départements de plus d'un million d'habitants. De même, pour les services de la police aux frontières, les brigades mobiles de recherche et les brigades de chemins de fer seront comparées entre elles et séparément des directions départementales de la PAF. Enfin, pour la direction centrale des compagnies républicaines de sécurité, deux espaces de comparaison distincts ont été prévus : les compagnies de service général et les compagnies autoroutières ;
- parce que leur mission peut être évaluée par des indicateurs chiffrés de résultats, homogènes pour chaque domaine de comparaison.

En application de l'article 2 du décret du 21 juillet 2004, les critères retenus sont les suivants :

Pour les directions départementales de la sécurité publique :

- évolution du nombre de faits constatés – délinquance globale ;
- évolution du nombre de faits constatés – délinquance de voie publique ;
- taux d'élucidation globale ;
- taux d'élucidation de voie publique ;
- évolution du nombre de faits élucidés – délinquance globale ;
- évolution du nombre de faits élucidés de voie publique ;
- taux d'insécurité routière : variation négative (entre année N et année N-1) de l'agrégat : nombre d'interventions pour accidents routiers + nombre de blessés + nombre de tués. C'est le même indicateur retenu que celui de la direction centrale des CRS.

Les entités territoriales sont alors classées sur la base de ces sept critères en fonction des résultats obtenus.

La DCSP établira également ce classement par CSP en vue de l'attribution de primes aux fonctionnaires affectés dans une CSP ayant obtenu de très bons résultats dans une direction départementale non retenue par ailleurs. Elle pourra également étendre ce bénéfice à des CSP ou des unités, quelle qu'en soit la taille, sur la base de la régularité des très bons résultats qu'elles auront pu présenter sur une période minimale de trois ans. Le budget total consacré à cet exercice restera à hauteur de 20 % de sa dotation consacrée aux primes collectives.

Pour les services déconcentrés de la police aux frontières et leurs unités spécialisées (hors directions de la police aux frontières d'Orly et de Charles-de-Gaulle/Le Bourget) :

Les indicateurs par grand type de mission sont :

- la lutte contre l'immigration irrégulière, pour les services de la police aux frontières (SPAF) ou les unités de service général : nombre d'étrangers en situation irrégulière (ESI) interpellés / nombre de personnels actifs du service ;
- la lutte contre l'immigration irrégulière organisée, pour les unités d'investigation (brigades mobiles de recherche, brigades de chemin de fer, unités judiciaires) : nombre d'aidants à l'immigration irrégulière effectivement interpellés / nombre d'officiers de police judiciaire (OPJ) du service ;
- l'éloignement des étrangers en situation irrégulière, pour les directions départementales et les directions de la police aux frontières : nombre d'étrangers en situation irrégulière effectivement éloignés / nombre de personnels actifs du service. Pour ce critère, les services concernés seront comparés selon deux strates à savoir, d'une part, les DDPAF de métropole, d'autre part, les DDPAF et DPAF d'outre-mer ;
- le contrôle transfrontière pour tous les services déployant une activité transfrontière : nombre de non-admissions et de réadmissions / nombre de fonctionnaires actifs du service.

Pour les compagnies républicaines de sécurité de service général et les compagnies autoroutières :

- pour les compagnies de service général : nombre total de mises à disposition des OPJ territorialement compétents, suite à interpellation, sur nombre de jours rapportés aux fonctionnaires en sécurisation ;

- pour les compagnies autoroutières : variation négative (entre année N et année N-1) de l'agrégat : nombre d'interventions pour accidents routiers + nombre de blessés + nombre de tués.

Pour les services des commissariats centraux d'arrondissement de la PP (DPUP) :

Services de voie publique :

- nombre de patrouilles et évolution ;
- ratio patrouilles/effectifs du service ;
- nombre d'interpellations ;
- nombre d'appel police secours traités.

Services de police de quartier :

- évolution du nombre de patrouilles ;
- interpellations sur initiative pour délits de droit commun : nombre, évolution et ratio interpellations/effectifs du service ;
- nombre de pièces parquet traitées.

Services d'accueil, de recherche et d'investigations judiciaires :

- faits constatés, nombre et évolution en distinguant délinquance générale et délinquance de voie publique ;
- faits élucidés, nombre et évolution en distinguant délinquance générale et délinquance de voie publique, nombre de gardes à vue ;
- taux d'élucidation global ;
- nombre de mis en cause : évolution, ratio effectifs/mis en cause ;
- gardes à vue : nombre et évolution, ratio GAV/OPJ ;
- criminalité révélée : affaires d'initiative, nombre et évolution.

2. La procédure d'attribution

En vue d'un paiement effectif de la prime au cours de l'année civile, la détermination de la liste des services attributaire de la prime de résultat sera opérée au mois d'août par la direction centrale concernée sur la base de la comparaison des niveaux obtenus sur les indicateurs par l'ensemble des services entrant dans le champ de la comparaison (par service, par strate au sein d'un même service). La période de comparaison pour 2006 sera donc du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006. Les directions centrales s'assureront auprès des services territoriaux de la réalité des valeurs des indicateurs entrant dans le champ de la comparaison afin d'éviter toute erreur d'appréciation.

Un classement par domaine de comparaison (DDSP : par strate ; pour la DPUP : les services de voie publique, les services de police de quartier et les services d'accueil, de recherche et d'investigation judiciaire ; pour la DCPAF : les BMR et les BCF, les DDPAF et les DPAF, les SPAF ou unités de service général ; pour la DCCRS : les unités de service général et les compagnies autoroutières) est donc établi au vu du résultat des critères.

Le résultat de ces comparaisons permettra à chaque direction centrale et à la préfecture de police de proposer au directeur général de la police nationale la liste des services pouvant être « primés ». Après décision de principe du directeur général, chaque direction centrale et la préfecture de police (secrétariat général, direction des ressources humaines) se rapprochent des services retenus pour le bénéfice de la prime pour affiner le périmètre d'attribution et notamment valider les éventuelles exclusions individuelles ou collectives du bénéfice de la prime pour certains agents ou parties de service. A cet effet, les SGAP et les SATP recueilleront auprès des directions et services concernés la liste des personnels bénéficiaires de cette prime. Ces listes, accompagnées d'un état de synthèse, seront adressées à chaque direction concernée et à la DAPN (BRRI) en vue des travaux de la commission ad hoc.

Le décret constitutif de la prime prévoit, en effet, une capacité éventuelle d'exclusion d'attribution. Elle ne peut être mise en œuvre que sur rapport circonstancié à l'égard d'un agent ou d'une partie de service explicitant les motifs de cette exclusion, qui peut être fondée sur :

- l'affectation récente dans le service (affectation minimale de six mois, soit le 1^{er} février 2006) ;
- le défaut manifeste d'implication dans l'exercice des attributions ;
- la faiblesse chronique et avérée des résultats dans l'accomplissement des missions pour une unité ;
- l'absence prolongée du service durant la période de référence n'ayant pas permis au fonctionnaire de participer à l'effort collectif ;
- l'indisponibilité médicale de plus de soixante jours durant la période de référence ;
- l'existence d'une sanction disciplinaire récente ou en cours.

En fonction de l'enveloppe financière disponible et compte tenu des effectifs des services définitivement retenus pour le bénéfice de la prime, une prime de 400 € à taux unique est attribuée à tous les fonctionnaires retenus des services dont la liste est arrêtée au plus tard le 15 septembre par le directeur général de la police nationale.

B. — LA PRIME DE RÉSULTATS EXCEPTIONNELS POUR RÉUSSITE DANS LA GESTION D'UN ÉVÉNEMENT D'AMPLEUR INTERNATIONALE OU NATIONALE

Sur décision du ministre et en cas d'événement exceptionnel d'ampleur internationale ou nationale dont la préparation, l'organisation et le déroulement ont été particulièrement réussis, il peut être attribué une prime de résultats exceptionnels au titre de l'alinéa 3 de l'article 2 du décret du 21 juillet 2004.

Cette prime ne peut être assimilée à l'indemnisation de travaux supplémentaires. Il s'agit bien de valoriser la réussite exemplaire d'une mission exceptionnelle ayant impliqué un nombre conséquent de personnels de plusieurs directions opérationnelles sur la base des objectifs fixés préalablement par les responsables du dispositif.

C. — LA PRIME DE RÉSULTATS EXCEPTIONNELS À TITRE INDIVIDUEL

1. Les critères d'attribution

Les critères d'attribution d'une prime de résultats exceptionnels liés à l'exercice d'une mission active ou de soutien de la police nationale sont les suivants :

- résultats exceptionnels dans le traitement de certaines affaires particulièrement complexes ;
- contributions exceptionnelles dans tous les domaines opérationnels, administratifs et de soutien, technique et scientifique (laboratoires...) ;
- actes de courage et de dévouement non pris en compte au titre de l'article 36 du décret 95-654 du 3 mai 1995 (modifié) ;
- implication personnelle exceptionnelle dans l'accomplissement de ses fonctions...

Il est rappelé que le résultat « individuel » peut être également étendu, dans l'esprit des textes, aux résultats d'une petite unité, d'une brigade ou d'une équipe solidaire.

En 2006, il vous est demandé de consacrer une part significative de la dotation individuelle aux fonctionnaires et agents travaillant dans le cadre d'une « petite équipe », qu'ils occupent des fonctions actives ou des fonctions administratives, techniques et scientifiques.

L'ensemble des membres de cette « petite équipe » sera récompensé pour les résultats exceptionnels dont fera mention le rapport de présentation.

2. La procédure d'attribution

La procédure d'attribution est la suivante :

- établissement d'un rapport circonstancié du chef de service expliquant les faits, actions, travail exceptionnel, au regard des objectifs assignés tant individuels que pour une unité, méritant l'attribution d'une prime avec une proposition de son montant ;
- transmission du rapport à la direction centrale concernée pour instruction du dossier ;
- validation par la direction centrale et transmission à la direction de l'administration de la police nationale ;
- [pour la préfecture de police, le dossier est transmis pour instruction à la direction active concernée puis à la direction des ressources humaines avant envoi à la direction de l'administration de la police nationale] ;
- examen des propositions pour avis par la commission *ad hoc* constituée à cet effet auprès du directeur général de la police nationale ;
- décision par l'administration et mise en paiement.

La commission *ad hoc* chargée d'émettre un avis sur les propositions d'attribution des primes de résultats exceptionnels à titre individuel est composée paritairement des représentants de l'administration désignés par le directeur général de la police nationale et des secrétaires généraux ou de leur représentant des organisations syndicales représentées au CTP central de la police nationale. Cette commission sera réunie en septembre 2006.

Le directeur général de la police nationale ou son représentant préside cette commission *ad hoc*, dont la composition et les modalités d'organisation et de fonctionnement sont fixées par une instruction particulière.

Les primes de résultats exceptionnels accordés à titre individuel feront l'objet d'un paiement dans le meilleur délai par chaque secrétariat général pour l'administration de la police ou service de paie du fonctionnaire.

Chaque décision individuelle devra comporter les éléments d'information figurant sur le modèle joint en annexe. Le paiement de ces primes devra intervenir dans un délai maximum de trois mois après la décision d'attribution.

Le montant de la prime de résultats exceptionnels à titre individuel est prévu à l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté fixant le montant et les modalités d'attribution d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale.

Il peut s'élever de manière forfaitaire à 300 €, 400 €, 500 €, 600 € ou 700 €, sans possibilité de fractionnement et quels que soient le corps et le grade des bénéficiaires.

III. — LES MODALITÉS FINANCIÈRES

A. — LES CRÉDITS DISPONIBLES

Les crédits pour l'année sont ceux inscrits en loi de finances à savoir 15 M € pour 2006.

Sur cette enveloppe totale, 3 M € seront conservés pour verser une éventuelle prime de résultats exceptionnels en cas d'événement exceptionnel d'ampleur nationale et la prise en charge des primes « violences urbaines » versées au début de l'année 2006. Dans l'hypothèse où cette enveloppe n'est pas utilisée avant le 15 août de l'année considérée, elle est répartie entre les directions de police par le directeur général de la police nationale.

Le solde, c'est-à-dire 12 M €, sera réparti entre les directions, les services centraux, la préfecture de police et les établissements publics relevant de la direction générale de la police nationale au prorata des effectifs constatés au 1^{er} janvier 2006 conformément au tableau joint.

Chaque entité et la préfecture de police reçoivent un droit de tirage qui n'est pas une dotation définitive car les attributions individuelles et collectives ne peuvent se présumer.

Les directions et services centraux et la préfecture de police (pour la part relative aux commissariats centraux d'arrondissement) qui sont éligibles tant au dispositif individuel que collectif sont responsables de la répartition au sein de l'enveloppe des montants qu'ils réservent à chaque volet. La part réservée à la prime collective ne pourra toutefois pas représenter moins de 70 % de leur dotation. Ils devront en rendre compte au directeur général de la police nationale avant le 1^{er} août 2006.

B. — LES MODALITÉS DE PAIEMENT

1. Prime de résultats exceptionnels à titre collectif.

À l'issue de l'avis rendu par la commission *ad hoc*, et dès notification de la liste définitive des agents bénéficiaires de la prime de résultats à titre collectif (cf. paragraphe II A 2), les SGAP ou SATP procéderont à la mise en paiement.

2. Prime de résultats exceptionnels à titre individuel.

À l'issue de l'avis rendu par la commission *ad hoc*, chaque direction centrale ou service fera parvenir à la DAPN (BRRI) le tableau récapitulatif des attributions de primes de résultats à titre individuel classées par SGAP ou SATP (les services centraux étant considérés comme un SGAP) sur la base du modèle joint en annexe.

Cette dernière procédure vaut pour l'attribution de la prime de résultats exceptionnels versée au titre des grands événements.

IV. — LA TRANSPARENCE DES ATTRIBUTIONS

L'acceptation de cette prime et sa crédibilité sont conditionnées par le dispositif de transparence qui repose, d'une part, sur les critères d'attribution exposés ci-dessus *ex ante* et, d'autre part, sur la publicité des modalités d'attribution.

Information au niveau de chaque service : les chefs de service notifieront la liste des fonctionnaires ou agents du service bénéficiaires d'une prime de résultats exceptionnels.

Information de synthèse en fin de gestion : un rapport d'utilisation des enveloppes par direction devra être établi avant le 31 décembre de l'année concernée et communiqué aux CTP central et départementaux de la police nationale au début de l'année suivante.

Ce rapport devra contenir :

- pour les attributions individuelles : les critères et motivations réelles d'attribution des primes, ainsi que le nombre de primes accordées en administration centrale et par département et service, et les montants moyen, maximum et minimum des primes accordées ;
- pour les attributions collectives : par direction le classement des services issu de l'application des critères, la liste des services ayant bénéficié de la prime collective en précisant, dans chaque

cas, les exclusions prononcées et les motifs retenus. La liste des services retenus est communiquée par le préfet et les chefs de service départementaux dans le cadre du CTP départemental.

La communication du rapport général prévue dans chaque CTP départemental assurera une réelle information de l'ensemble des personnels et leur permettra de se situer par rapport aux autres services comparables. De même, une communication sur les objectifs retenus par le préfet pour son département, et tenant compte des orientations générales ministérielles, sera présentée en début d'année au CTP départemental.

Ce dispositif fera l'objet d'une évaluation fin 2006.

Je vous demande de prendre toutes les dispositions nécessaires à une mise en œuvre rapide et équitable de cette nouvelle prime, qui complète de manière significative le dispositif indemnitaire des personnels, sans se substituer à aucune autre indemnité, et qui vient valoriser les résultats et l'efficacité des agents et des services. Je vous remercie de bien vouloir me rendre compte des éventuelles difficultés rencontrées dans sa mise en place.

*Le directeur général
de la police nationale,*

M. GAUDIN

RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI
DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU LOGEMENT

Circulaire du 7 avril 2006 relative à la coopération entre le représentant de l'État dans le département et la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE)

NOR : INTA0600042C

Références :

Loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité ;

Décret n° 2005-215 du 4 mars 2005 relatif à la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité ;

Circulaire NOR : INTK04/00117C du 20 septembre 2004 relative aux missions nouvelles des COPEC.

Résumé : Cette circulaire vise à informer les préfets sur les missions et actions de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) et à leur donner des instructions en matière de coopération mutuelle. La grande cause nationale 2006 « Egalité des chances » invite à valoriser, parmi les axes de travail des COPEC, les actions concrètes débouchant rapidement sur des résultats mesurables.

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement à Mesdames et Messieurs les préfets de région et de département.

PRÉAMBULE

Créée par la loi du 30 décembre 2004, la Haute Autorité a été installée le 23 juin 2005 par le Président de la République. Elle a pour principale mission de « connaître de toutes les discriminations, directes ou indirectes, prohibées par la loi ou par un engagement international auquel la France est partie » (article 1^{er} de la loi). Si l'État reste garant de la politique publique de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances, la Haute Autorité dispose d'une compétence d'attribution consistant dans le traitement des saisines individuelles et la promotion de l'égalité des chances.

Nous avons souhaité vous transmettre des informations et vous adresser des directives afin d'assurer la meilleure coopération entre les institutions chargées, chacune en ce qui la concerne, de cette politique publique, qui constitue un enjeu majeur de la cohésion sociale et, en particulier, sur :

- le rôle des préfets en matière de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances ;
- la coopération avec la Haute Autorité ;
- la présente circulaire s'inscrit dans la droite ligne des instructions qui vous ont été adressées par la circulaire : NOR : INTK0400117C du 20 septembre 2004 relative aux « Commissions pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté » (COPEC), qui recentrait l'action des commissions sur la prévention des discriminations et étendait leur champ d'intervention à toutes les discriminations prohibées par la loi.

1. Rôle des préfets en matière de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances

1.1. Mise en œuvre de la politique publique

L'État met en œuvre la politique publique de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances. De manière générale chaque service déconcentré est en charge d'actions dans le cadre des instructions particulières qui lui sont assignées, sous votre autorité, par son ministère de tutelle. S'agissant de la lutte contre les discriminations liées à l'origine, le préfet de région préside la CRID (commission régionale pour l'intégration et la lutte contre les discriminations), instance non seule-

ment de décision du fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD), mais aussi lieu de débat sur cette politique et de mise en cohérence de l'action publique régionale. Ces CRILD seront maintenues dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Au plan départemental, la circulaire du 20 septembre 2004 assignait trois priorités aux COPEC, à savoir la mobilisation permanente des institutions et de la société civile, l'insertion professionnelle, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Nous vous demandons de veiller à décliner ces priorités en objectifs opérationnels comportant des délais de mise en œuvre et une évaluation des actions engagées. Cette politique ambitieuse, qui implique des diagnostics locaux, une mobilisation de tous les partenaires, la définition d'une stratégie concertée et le lancement de plans locaux n'interdit pas, au contraire, de rechercher des actions exemplaires faciles à mettre en œuvre et à évaluer. C'est pourquoi elle doit se décliner concrètement par la définition de quelques priorités partenariales en fonction du contexte local et prendre la forme d'actions ciblées.

Pour l'année 2006, la grande cause nationale porte sur l'égalité des chances. Nous vous demandons de la relayer au plan local par une communication sur les actions engagées dans ce domaine. Vous ferez part, d'ici juin prochain, à la DMAT, au ministère de l'intérieur, à la DPM au ministère de l'emploi, ainsi qu'à la HALDE d'une ou deux actions conduites en 2006 qui pourraient être valorisées dans le cadre de la grande cause.

1.2. Rôle du secrétaire permanent de la COPEC

La politique publique de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances ne peut pas être seulement l'affaire de l'État. Vous veillerez à susciter et faciliter la participation active des collectivités territoriales, des entreprises, des partenaires sociaux et des associations aux travaux de la COPEC. À cet égard, le choix du secrétaire permanent de la COPEC, véritable relais local du dispositif pour en assurer la continuité entre les réunions plénières, la confiance que vous lui accorderez et qu'il aura su obtenir des partenaires, sont un gage de succès. Ce secrétaire permanent sera nommément désigné, vous lui adresserez une lettre de mission et veillerez à ce qu'il ait une disponibilité effective au service de cette mission. Le nom et les coordonnées de la personne que vous aurez désignée seront communiqués à la HALDE.

Le secrétaire permanent de la COPEC n'est en aucun cas le représentant local de la HALDE, mais un interlocuteur privilégié de celle-ci.

Sa mission sera orientée vers deux types d'actions.

1.2.1. Capitalisation des initiatives locales

Qu'elles aient été à l'initiative des partenaires de la COPEC ou extérieures à celle-ci, les initiatives locales de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances doivent être inventoriées et valorisées par celle-ci. Le plan départemental de lutte contre les discriminations s'attachera à recenser l'existant et à déterminer des actions prioritaires à court, moyen et long termes. Il précisera le calendrier de mise en œuvre de ces actions. Le secrétaire permanent aura pour tâche, sous l'autorité d'un membre du corps préfectoral, d'identifier ces initiatives locales, d'assurer le suivi des groupes de travail de la COPEC, de rédiger et d'actualiser le plan départemental.

1.2.2. Transmission des réclamations individuelles

Depuis l'installation de la HALDE, les secrétaires permanents n'ont plus à instruire les réclamations individuelles dont ils sont saisis. Celles qui seraient en cours de traitement par les secrétaires permanents devront être transmises à la Haute Autorité avec l'accord écrit des victimes. Désormais, les secrétaires permanents devront inciter les victimes de discrimination à saisir directement la Haute Autorité.

La future Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ANCSEC) devra définir avec vous les relations à établir avec les COPEC.

2. Axes de coopération entre les préfets et la Haute Autorité

Autorité administrative indépendante, la Haute Autorité n'a pas vocation à définir la politique de l'État en la matière mais elle participe à sa mise en œuvre dans la limite de ses attributions. À ce titre, elle est un partenaire essentiel avec lequel vous êtes appelés à coopérer.

Un délégué à l'action régionale est responsable à la HALDE des relations avec les autorités locales en charge de cette politique publique, ainsi qu'avec les partenaires impliqués, tant publics que privés. Il met en œuvre l'expérimentation décrite ci-dessous et représente de manière générale votre contact au sein de la Haute Autorité (cf. coordonnées jointes).

2.1. Expérimentation de délégations régionales

La Haute Autorité conduit en 2006 une expérimentation visant à évaluer la valeur ajoutée d'un délégué régional dans le partenariat local. Cette expérimentation est actuellement menée dans trois régions (Nord-Pas-de-Calais, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Martinique). L'évaluation de cette expérimentation déterminera l'intérêt qu'il y a ou non à généraliser le dispositif.

Le délégué régional n'aura pas, sauf outre-mer, à participer à l'instruction des réclamations individuelles. Sa mission consiste à faire connaître le droit, sensibiliser et mobiliser les acteurs, représenter la Haute Autorité dans les diverses instances locales, être le relais local des actions de la Haute Autorité, recenser les initiatives locales susceptibles de constituer des bonnes pratiques transférables.

Le délégué régional s'insérera dans le partenariat régional, départemental et local existant. Pour ce faire, vous voudrez bien lui désigner un correspondant privilégié, membre du corps préfectoral, qui devrait être, lorsqu'il existe, le préfet délégué pour l'égalité des chances. Le rôle de ce correspondant consistera à discuter des axes de coopération avec la HALDE, faire un point régulier avec le délégué régional et à lever les difficultés qui se présenteraient. Vous voudrez bien recevoir vous-même ce délégué régional une fois par an.

Au quotidien, le délégué régional constituera un réseau de partenaires investis dans la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité, dans le but de constituer des relais de proximité ou thématiques. À ce titre, le secrétaire permanent sera un interlocuteur privilégié du délégué régional.

Régions non couvertes par l'expérimentation :

Dans les régions non couvertes par l'expérimentation, le délégué à l'action régionale de la Haute Autorité se tient à votre disposition et à celle des membres des COPEC. Inversement, il prendra contact avec les préfetures dans le cadre de ses missions. Pour ce faire, et de la même façon que cela est demandé dans les régions expérimentales, nous vous invitons à désigner un membre du corps préfectoral comme correspondant du délégué. Le fonctionnaire qui remplira cette fonction ne doit pas être identifié par le partenariat local comme le représentant de la Haute Autorité, mais seulement comme le contact privilégié entre le délégué à l'action régionale de la Haute Autorité et vous-même.

Nous ne verrions naturellement que, des avantages à ce que dans les départements où ils ont été nommés, les préfets délégués pour l'égalité des chances ou les sous-préfets chargés de mission pour la politique de la ville soient désignés pour remplir cette fonction. Dans tous les cas, vous voudrez bien faire connaître au Président de la Haute Autorité le nom et les coordonnées de la personne que vous aurez désignée. Cette dernière peut d'ores et déjà contacter le délégué à l'action régionale de la HALDE au 01 55 31 61 35 ou, par mel. : eric.pelisson@halde.fr

2.2. Information mutuelle

Afin de mieux faire connaître la Haute Autorité auprès des partenaires et du grand public, vous informerez les membres des COPEC sur ses missions, les modalités de sa saisine et ses actions. Vous serez destinataires du rapport public annuel de la Haute Autorité. Vous diffuserez largement les supports de communication de la Haute Autorité qui vous seront adressés. Vous ferez connaître l'adresse de son site internet : www.halde.fr

Vous informerez la HALDE des initiatives locales dont vous avez connaissance. Cette information lui permettra de recenser les différentes initiatives locales et de les évaluer. À son tour, la HALDE vous adressera, à destination des groupes de travail des COPEC, les bonnes pratiques nationales et/ou locales.

Vous nous transmettez, sous le timbre du secrétariat général, DMAT, pour ce qui concerne le ministère de l'intérieur, et de la DPM/bureau AC12, emploi formation, pour ce qui concerne le ministère de l'emploi, ainsi qu'à la Haute Autorité, un rapport annuel d'activité des COPEC. Ce rapport comprendra un bilan du fonctionnement de la COPEC, une présentation des principales actions conduites dans l'année selon le modèle figurant en annexe de la présente circulaire et une synthèse du plan départemental. Vous pourrez y adjoindre les plans territoriaux, les diagnostics locaux, les travaux d'études et de recherches, les supports des différentes actions de communication et de formations locales, les publications et, de manière générale, tout document que vous jugerez utile. Vous transmettez ce rapport en décembre pour l'année écoulée. S'agissant de l'année 2005, vous veillez à nous adresser le rapport d'activité en juin prochain.

2.3. Axes de coopération

Chaque préfet recevra annuellement des informations relatives aux affaires concernant son département dont la HALDE aura été saisie. S'agissant des procédures d'enquête et/ou de vérification sur place, la Haute Autorité en informera le préfet concerné chaque fois que nécessaire.

Dans le courant de l'année 2006, la Haute Autorité proposera des sessions de sensibilisation et d'information à destination des secrétaires permanents des COPEC. Ces sessions devront être un moyen d'actualiser leurs compétences suite à l'élargissement du champ de lutte contre les discriminations instauré par la loi du 30 décembre 2004 et conféré aux COPEC par la circulaire du 20 septembre 2004. La HALDE mettra à leur disposition des supports pédagogiques destinés à l'ensemble des membres des COPEC.

Vous pouvez inviter la Haute Autorité à participer à toute manifestation exceptionnelle, à une réunion de la COPEC ou d'un groupe de travail. Pourra y répondre un membre du collège dans la mesure de sa disponibilité, le délégué régional lorsqu'il existe ou le délégué à l'action régionale, voire tout agent compétent de la Haute Autorité selon la nature de la manifestation en question. Inversement, chaque fois que cela sera opportun, la Haute Autorité pourra solliciter des membres des COPEC pour les associer à la valorisation des travaux d'études et de recherches qu'elle entend mener.

NICOLAS SARKOZY

JEAN-LOUIS BORLOO

ANNEXE I

PRÉSENTATION DE LA HAUTE AUTORITÉ

La création de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité s'inscrit dans le cadre des directives européennes 2000/43/CE et 2002/73/CE, prises en application de l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne. Ces directives prévoient que les États membres désignent un ou plusieurs organismes indépendants chargés de promouvoir l'égalité de traitement, d'une part en apportant aux victimes d'une discrimination une aide pour faire valoir leurs droits et engager une procédure et, d'autre part, en réalisant des études indépendantes et en établissant des rapports et des recommandations.

Instance collégiale, elle est composée de 11 membres non révocables nommés par décret du Président de la République et désignés par les principales autorités constitutionnelles françaises, pour une durée de 5 ans non renouvelable. Un comité consultatif est associé à ses travaux, il comprend des représentants de la société civile, du monde économique et des autorités publiques.

1. Les compétences de la Haute Autorité

La discrimination consiste à traiter une personne ou un groupe de personnes de manière moins favorable que d'autres placées dans une situation identique. Les motifs de discriminations prohibées par la loi sont déterminés notamment par le code du travail (article L. 222-45) et sanctionnés par le code pénal (articles 225-1 et -2).

La Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité est compétente « pour connaître de toutes les discriminations, directes ou indirectes, prohibées par la loi ou par un engagement international auquel la France est partie » (article 1^{er} de la loi).

Elle est donc compétente pour toute différence de traitement illégale fondée notamment sur l'origine, le sexe, la situation de famille, l'apparence physique, le patronyme, l'état de santé, le handicap, les caractéristiques génétiques, les mœurs, l'orientation sexuelle, l'âge, les opinions politiques ou philosophiques, les activités syndicales ou mutualistes, l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, directe ou indirecte.

2. Les missions de la Haute Autorité

2.1. Le traitement des réclamations individuelles

Après avoir instruit les plaintes qui lui sont transmises, elle formule, le cas échéant, des recommandations au mis en cause, qui est invité à lui rendre compte des suites qui leur sont données.

Ses pouvoirs d'instruction lui permettent de recueillir toute information sur les faits portés à sa connaissance et, pour ce faire, elle peut demander toute information et tout document aux personnes privées, personnes morales et autorités publiques. Elle peut entendre toute per-

sonne, procéder à des vérifications sur place, avec le consentement des personnes intéressées, et peut demander aux autorités publiques de déléguer des enquêtes relevant de leurs attributions.

La Haute Autorité peut également proposer une médiation et avec l'accord des parties, nommer un médiateur.

2.2. La promotion de l'égalité

La Haute Autorité mène des actions de mobilisation de tous les acteurs publics et privés et valorise les pratiques de nature à favoriser l'égalité des chances.

Pour cela, elle mène des actions de sensibilisation, d'information et de promotion des bonnes pratiques avec les partenaires engagés dans la promotion de l'égalité. Elle conduit et coordonne des travaux d'études et de recherche relevant de sa compétence. Elle favorise la mise en œuvre de programmes de formation.

La Haute Autorité remet chaque année au Président de la République, au Parlement et au Premier ministre un rapport rendant compte de l'exécution de ses missions. Ce rapport est rendu public. Elle ne conduit

pas, en revanche, d'actions de politique publique de lutte contre les discriminations ou de promotion de l'égalité qui relèvent de l'État ou des collectivités. Ainsi, elle ne dispose pas de crédits d'intervention.

3. La saisine de la Haute Autorité

La Haute Autorité peut être saisie par les personnes s'estimant avoir été victimes de discrimination, soit directement par un simple courrier, soit par l'intermédiaire d'un parlementaire ou d'un représentant français au parlement européen.

Elle peut également être saisie par une association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, dont l'objet est de combattre les discriminations ou d'assister les victimes, conjointement avec la victime et avec son accord.

Elle peut également se saisir d'office des cas de discrimination directe ou indirecte dont elle a connaissance sous réserve que la victime, lorsqu'elle est identifiée, ait été avertie et qu'elle ne s'y soit pas opposée.

La saisine de la Haute Autorité n'interrompt pas, ni ne suspend les délais relatifs à la prescription des actions en matière civile et pénale et aux recours administratifs et contentieux.

ANNEXE II

CONTENU DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS DE LA COPEC

PARTIE RELATIVE AUX ACTIONS ENGAGÉES

OBJECTIF général	OBJECTIF opérationnel	INTITULÉ de l'action	PARTENAIRES (1)	FINANCEMENT éventuel	INDICATEURS	CALENDRIER	MESURE de l'impact

(1) Préciser le service pilote, avec nom et coordonnées de la personne contact.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*Direction générale
des collectivités locales*

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des interventions économiques
et de l'aménagement du territoire

Circulaire du 26 avril 2006 relative aux garanties d'emprunts accordées par les collectivités territoriales et leurs groupements

NOR : INTB0600041C

Pièce jointe : arrêté du 20 décembre 2005 de cour administrative d'appel de Bordeaux.

*Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
à Mesdames et Messieurs les préfets de région et de
département.*

J'ai l'honneur de vous informer que, par un arrêté du 20 décembre 2005 « Préfet de la Réunion c/Commune de La Possession », la cour administrative d'appel de Bordeaux a pris position sur l'interprétation des articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du code général des collectivités territoriales relatifs aux conditions dans lesquelles les communes peuvent accorder aux personnes de droit privé une garantie d'emprunt ou un cautionnement. Cet arrêt remet en cause la doctrine adoptée par les services de l'État, ces dernières années, en ce qui concerne le mode de calcul de deux des trois ratios prudentiels opposables aux collectivités territoriales qui accordent leur garantie aux emprunts contractés par des personnes privées. En effet, il exclut désormais la prise en compte, pour ce calcul, des garanties accordées pour les opérations de logement social.

En vertu des dispositions de l'article L. 2252-1, une commune peut accorder sa garantie pour un emprunt contracté par une personne de droit privé sous réserve, notamment, du respect des ratios prudentiels prévus au troisième et au quatrième alinéa de cet article.

Au titre du ratio budgétaire, institué par le deuxième alinéa de cet article, la commune doit s'assurer que « le montant total des annuités,

déjà garanties ou cautionnées à échoir au cours de l'exercice, d'emprunts contractés par toute personne de droit privé ou de droit public, majoré du montant de la première annuité entière du nouveau concours garanti, et du montant des annuités de la dette » n'excède pas un pourcentage, défini par décret, des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget communal. L'article D. 1511-32 du même code fixe ce pourcentage à 50 %.

Au titre de la règle de division du risque, le troisième alinéa de l'article L. 2252-1 dispose que « le montant des annuités garanties ou cautionnées au profit d'un même débiteur, exigible au titre d'un exercice, ne doit pas dépasser un pourcentage, défini par décret, du montant total des annuités susceptibles d'être garanties ou cautionnées en application de l'alinéa précédent », c'est-à-dire en application du ratio budgétaire. Le pourcentage que peuvent représenter les annuités garanties au profit d'un même débiteur par rapport à la capacité totale à garantir résultant du ratio budgétaire est fixé à 10 % par l'article D. 1511-34 du code général des collectivités territoriales.

L'arrêt du 20 décembre 2005 de la cour administrative d'appel de Bordeaux porte sur le mode de calcul du montant des annuités déjà garanties ou cautionnées au profit d'un même débiteur mentionné au troisième alinéa de l'article L. 2252-1.

En effet, aux termes de l'article L. 2252-2 :

« Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 2252-1 ne sont pas applicables aux garanties d'emprunts ou aux cautionnements accordés par une commune :

1. Pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré ou les sociétés d'économie mixte ;

2. Pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements bénéficiant d'une subvention de l'État ou réalisées avec le bénéfice de prêts aidés par l'État ou adossés en tout ou partie à des ressources défiscalisées ;

3. En application du plan départemental prévu à l'article 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement. »

La cour administrative d'appel a jugé dans l'arrêt précité qu'il résulte de ces dispositions que ne peut être retenu, pour le calcul du plafonnement des garanties d'emprunt ou de cautionnement qu'une commune peut accorder à une même personne de droit privé, le montant des annuités des emprunts contractés notamment pour les opérations de

construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements mentionnées au 2° de l'article L. 2252-2 que la commune a déjà garanties ou cautionnées.

Cet arrêt contredit donc l'interprétation particulièrement prudentielle mise en œuvre jusqu'alors dans ces textes par l'autorité administrative, notamment dans la circulaire du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation NOR : *FPPA9610072C* du 1^{er} juillet 1996.

Cette circulaire interprétait en effet l'article L. 2252-2 comme excluant du champ d'application des ratios prudentiels prévus à l'article L. 2252-1 les garanties accordées aux opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements sociaux, tout en imposant de prendre en compte de telles garanties, lorsqu'elles ont été déjà accordées, dans le mode de calcul des ratios opposables pour les garanties accordées à des personnes privées. La circulaire étendait logiquement cette interprétation aux articles du code général des collectivités territoriales régissant les ratios prudentiels à respecter pour les garanties d'emprunt accordées par les départements et les régions en application des articles L. 3231-4 et L. 4253-1 du même code.

Compte tenu de la décision précitée de la cour administrative d'appel de Bordeaux, il convient désormais d'aborder ces dispositions de la manière suivante.

Les articles L. 2252-2, L. 3231-4-1 et L. 4253-2 du code général des collectivités territoriales excluent toujours du champ d'application des ratios prudentiels prévus aux deuxième, troisième et quatrième ali-

nées des articles L. 2252-1, L. 3231-4 et L. 4253-1 les garanties accordées pour les interventions en matière de logement social définies par ces articles, que les collectivités restent libres de garantir sans limites.

S'agissant du mode de calcul des ratios prévus aux deuxième et troisième alinéas des articles L. 2252-1, L. 3231-4 et L. 4253-1, les garanties accordées pour les interventions précitées en matière de logement social ne doivent être prises en compte :

- ni dans le calcul, au titre du ratio budgétaire, des annuités, déjà garanties ou cautionnées, d'emprunts contractés par toute personne de droit privé ou de droit public ;
- ni dans le calcul, au titre de la règle de division du risque, du montant des annuités garanties ou cautionnées au profit d'un même débiteur.

Bien entendu, ces règles s'appliquent également aux garanties d'emprunts qui peuvent être accordées, en application de l'article L. 5111-4 du code général des collectivités territoriales, par les groupements de collectivités territoriales et les autres établissements publics locaux.

Il m'a semblé utile de porter à votre connaissance cet élargissement du régime des garanties d'emprunt accordées au logement social résultant de l'arrêt précité de la cour administrative d'appel de Bordeaux.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des collectivités locales,
D. SCHMITT

SÉCURITÉ CIVILE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Circulaire du 4 avril 2006 relative à la circulaire
NOR INTK0500070C du 29 juin 2005, prise en charge des
frais d'opérations de secours ; application des dispositions
des articles 27 et 28 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004
de modernisation de la sécurité civile**

NOR : INTE0600039C

*Le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement
du territoire à Madame et Messieurs les préfets
de zone, Mesdames et Messieurs les préfets.*

Après plus de six mois d'application de la circulaire du 29 juin 2005 susvisée, il est apparu une ambiguïté quant aux modalités de prise en charge par l'État des frais d'opérations de secours dans le cadre des articles 27 et 28 de la loi n° 2004-811 de modernisation de la sécurité civile. La présente circulaire a ainsi pour objet de préciser la combinaison des articles 18, 27 et 28 de cette loi.

L'article 27 dispose que « l'État prend à sa charge les dépenses afférentes à l'engagement des moyens publics et privés extérieurs au département lorsqu'ils ont été mobilisés par le représentant de l'État ».

L'article 18 dispose, dans le même temps, que : « En cas d'accident, sinistre ou catastrophe dont les conséquences peuvent dépasser les

limites ou les capacités d'un département, le représentant de l'État dans le département du siège de la zone de défense mobilise les moyens de secours publics relevant de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics. En tant que de besoin, il mobilise ou réquisitionne les moyens privés nécessaires aux secours. Il attribue les moyens de secours aux autorités chargées de la direction des secours et prend les mesures de coordination nécessaires à la conduite de ces opérations. Il déclenche, s'il y a lieu, le plan Orsec de zone.

Le représentant de l'État dans le département du siège de la zone de défense peut déléguer tout ou partie de ces attributions au représentant de l'État dans l'un des départements de la zone. »

Vous vous attacherez donc, en cas de crise, pour toute demande de moyens publics ou privés extérieurs au département, à saisir, dans toute la mesure du possible, le préfet de zone. Ce dernier me répercutera la demande, les remboursements étant financés par le programme « Coordination des moyens de secours » dont je suis le responsable. Bien évidemment, cette concertation avec le préfet de zone et la direction de la défense et de la sécurité civiles ne doit en aucun cas vous empêcher de prendre en toute liberté votre décision, dès lors qu'est engagée votre responsabilité dans l'exercice de votre pouvoir de police dans le cadre d'une opération de secours.

*Le préfet, directeur de la défense
et de la sécurité civiles,
haut fonctionnaire de défense,*

C. DE LAVERNÉE

TABLE CHRONOLOGIQUE

	<u>Pages</u>		<u>Pages</u>
Circulaire du 4 avril 2006 relative à la circulaire NOR <i>INTK0500070C</i> du 29 juin 2005, prise en charge des frais d'opérations de secours ; application des dispositions des articles 27 et 28 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité	41	Circulaire du 24 avril 2006 relative à la formation à l'unité de valeur n° 2 pour l'accès au grade de brigadier-chef	32
Circulaire du 6 avril 2006 relative à la dotation de développement rural (DDR) pour 2006.....	15	Circulaire du 25 avril 2006 relative aux formulaires d'inscription sur les listes électorales	5
Circulaire du 7 avril 2006 relative au dispositif d'aides budgétaires aux collectivités locales forestières sinistrées	17	Arrêté du 26 avril 2006 fixant les listes des services et directions de la police nationale et autres services assurant une mission de soutien de la police nationale pris en application du décret n° 2004-731 du 21 juillet 2004 portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale	31
Circulaire du 7 avril 2006 relative à la coopération entre le représentant de l'Etat dans le département et la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE)	37	Arrêté du 27 avril 2006 modifiant l'arrêté du 7 décembre 2005 fixant le contenu et les modalités de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier-chef de police.....	31
Circulaire du 10 avril 2006 relative au Fonds de solidarité entre les communes de la région Ile-de-France (FSRIF) au titre de 2006	18	Circulaire du 26 avril 2006 relative aux garanties d'emprunts accordées par les collectivités territoriales et leurs groupements	39
Circulaire du 14 avril 2006 relative à l'impact de la LOLF sur la gestion immobilière des bâtiments affectés aux services zonaux des systèmes d'information et de communication (SZSIC)	29	Instruction du 26 avril 2006 relative à la prime de résultats exceptionnels dans la police nationale	33
Circulaire du 20 avril 2006 relative à la nouvelle mise à jour de l'application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France – AGDREF – version 74-1 ..	13	Circulaire du 28 avril 2006 relative au service d'élimination des déchets ménagers – articles 100 à 104 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006	23

TABLE PAR DIRECTION

	Pages		Pages
A. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL		Instruction du 26 avril 2006 relative à la prime de résultats exceptionnels dans la police nationale	33
Circulaire du 7 avril 2006 relative à la coopération entre le représentant de l'Etat dans le département et la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE)	37	Arrêté du 27 avril 2006 modifiant l'arrêté du 7 décembre 2005 fixant le contenu et les modalités de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier-chef de police	31
Circulaire du 25 avril 2006 relative aux formulaires d'inscription sur les listes électorales	5		
B. — DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES		D. — DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	
Circulaire du 6 avril 2006 relative à la dotation de développement rural (DDR) pour 2006	15	Circulaire du 20 avril 2006 relative à la nouvelle mise à jour de l'application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France – AGDREF – version 74-1	13
Circulaire du 7 avril 2006 relative au dispositif d'aides budgétaires aux collectivités locales forestières sinistrées	17		
Circulaire du 10 avril 2006 relative au Fonds de solidarité entre les communes de la région Ile-de-France (FSRIF) au titre de 2006	18	E. — DIRECTION DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ CIVILES	
Circulaire du 26 avril 2006 relative aux garanties d'emprunts accordées par les collectivités territoriales et leurs groupements	39	Circulaire du 4 avril 2006 relative à la circulaire NOR INTK0500070C du 29 juin 2005, prise en charge des frais d'opérations de secours ; application des dispositions des articles 27 et 28 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité	41
Circulaire du 28 avril 2006 relative au service d'élimination des déchets ménagers – articles 100 à 104 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006	23		
C. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE		F. — DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES ET IMMOBILIÈRES	
Circulaire du 24 avril 2006 relative à la formation à l'unité de valeur n° 2 pour l'accès au grade de brigadier-chef	32	Circulaire du 14 avril 2006 relative à l'impact de la LOLF sur la gestion immobilière des bâtiments affectés aux services zonaux des systèmes d'information et de communication (SZSIC)	29
Arrêté du 26 avril 2006 fixant les listes des services et directions de la police nationale et autres services assurant une mission de soutien de la police nationale pris en application du décret n° 2004-731 du 21 juillet 2004 portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la police nationale	31		

Edité par le
SERVICE DE LA COMMUNICATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Directeur de la publication :
Monsieur Etienne GUEPRATTE,
Chef du service
de la communication



**JOURNAUX
OFFICIELS**

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, RUE DESAIX, 75727 PARIS CEDEX 15

RENSEIGNEMENTS : TÉLÉPHONE : 01 40 58 79 79 - TÉLÉCOPIE : 01 45 79 17 84

ISSN 1282-7924

CPPAP 0204 B 06024